

DEPARTEMENT DES HAUTES ALPES
Extrait du Registre
des délibérations du Conseil Communautaire
de la COMMUNAUTE DE COMMUNES DE SERRE-PONÇON

SEANCE DU 28 FEVRIER 2022 A 18 HEURES

L'an deux mille vingt-deux, le Conseil Communautaire légalement convoqué le 21 février 2022, s'est réuni à la salle des fêtes d'Embrun, en session ordinaire sous la présidence de Madame Chantal EYMEOD, Présidente,

Secrétaire de séance : Christine MAXIMIN.

Présents : MAXIMIN Christine, BARRAL Jean-Marie, ROUX Noëlle, BERTRAND Gina, ARNAUD Jérôme, ZAPATERIA Béatrice, PEYRON Michel, SCARAFAGIO Stéphane, GANDOIS Jean-Pierre, EYMEOD Chantal, PARPILLON Christian, SILVE Wiebke, AUDIER Marc, CEARD Audrey, COULOUMY Christian, DEPEILLE Zoïa, Franck BERNARD-BRUNEL, MARROU Jehanne, BUFFIERE Gilles, PELISSIER Robert (départ à 19h18), VOLLAIRE Pierre, GAMBAUDO Georges, VERRIER Jean-Luc, BOSQ Gustave, PARIS Bruno, MONTABONE Michel, MELMONT Jean-Marie, MAILLARD Laurent, ROUX Chantal, RAIZER Bernard, METTAVANT Colette.

Absents excusés : DURAND Christian donne pouvoir à ARNAUD Jérôme, MICHEL Christine, donne pouvoir à GANDOIS Jean-Pierre, BERENGUEL Victor donne pouvoir à METAVANT Colette, DIDIER Alexandre donne pouvoir à BERNARD BRUNEL Franck.

Absentes: ROMMENS Sophie, SARDY Claire.

RAPPORT N° 2022/22 : 7-1 Décisions budgétaires : Débat d'Orientation Budgétaire de l'exercice 2022 pour l'ensemble des budgets

L'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que dans les communes de plus de 3 500 habitants, un rapport sur les orientations budgétaires (ROB), les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure de la gestion de la dette, doit être présenté à l'assemblée délibérante dans les deux mois précédant l'examen du budget.

Ce rapport donne lieu à un Débat sur les Orientations Budgétaires (DOB) au sein de l'assemblée délibérante.

Dans les communes et les groupements de plus de 10 000 habitants, le rapport comporte, en outre, une présentation de la structure des effectifs et précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel.

Le DOB représente une étape importante dans la procédure budgétaire.

Ce débat permet à l'assemblée délibérante :

- De discuter des orientations budgétaires de l'exercice et des engagements pluriannuels qui préfigurent les priorités de budget primitif,
- D'être informé sur l'évolution de la situation financière de la collectivité
- De s'exprimer sur la stratégie financière de leur collectivité.

La teneur du débat intervenu sur les orientations proposées apparaîtra dans le compte-rendu de séance qui sera soumis à l'approbation des membres du conseil communautaire à la prochaine séance.

Les orientations budgétaires concernent la Communauté de Communes de Serre-Ponçon avec l'ensemble de ses régies.

En conséquence, il est proposé au conseil communautaire de prendre acte de la tenue du débat d'orientations budgétaires et de l'existence du rapport sur la base duquel s'est tenu ce débat.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Madame la Présidente entendue, et après en avoir délibéré, **DECIDE A L'UNANIMITE :**

- **DE PRENDRE** acte de la tenue du débat d'orientation budgétaire (DOB) sur la base d'un rapport (ROB) intervenu au sein du Conseil communautaire portant sur les orientations générales à retenir pour l'exercice 2022 tant pour le Budget Général que pour les budgets annexes de la Communauté de Communes de Serre-Ponçon.

Ainsi fait les jours, mois, an susdits.



La Présidente,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Chantal Eymeoud', written over a horizontal line.

Chantal EYMEOUD

Rapport d'Orientation Budgétaire

2022

Communauté de Communes de SERRE-PONÇON

Conseil Communautaire du 28 Février 2022

Table des matières

| | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| SOMMAIRE | 2 |
| Introduction | 4 |
| Rappel des dispositions législatives applicables | 4 |
| Un contexte national de relance et de normalisation, sous réserve de nouvelle vague épidémique | 6 |
| Un contexte local incertain, entre multiplication des mesures de soutien et réformes aux effets difficilement prévisibles | 7 |
| Contexte local / point politique sur le fonctionnement et projet : | 11 |
| 1. Analyse de l'exercice 2021 | 14 |
| 1.1 Les recettes de fonctionnement en 2021 | 14 |
| 1.1.1 Les impôts et taxes | 14 |
| 1.1.2 Les dotations, subventions et participations | 16 |
| 1.1.3 Les compensations | 16 |
| 1.1.4 La DGF | 16 |
| 1.1.5 Les Subventions et participations | 17 |
| 1.1.6 Les autres recettes de fonctionnement | 18 |
| 1.1.7 La structure des Recettes de Fonctionnement | 19 |
| 1.2 Les dépenses de fonctionnement | 20 |
| 1.2.1 Les charges à caractère général | 20 |
| 1.2.2 Les charges de personnel | 21 |
| 1.2.3 Les autres charges de gestion courante | 22 |
| 1.2.4 Les charges financières | 23 |
| 1.2.5 Les charges exceptionnelles | 23 |
| 1.2.6 Les Dotations aux amortissements | 23 |
| 1.2.7 Les atténuations de produits | 24 |
| 1.2.7.1 Les Attributions de compensation | 24 |
| 1.2.7.2 Le Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal (FPIC) | 24 |
| 1.2.7.3 Le Fonds National de Garantie Individuelle des ressources (FNGIR) | 25 |
| 1.2.8 La Structure des Dépenses de Fonctionnement | 25 |
| 1.3 Les dépenses d'investissement en 2021 | 26 |
| 1.4 Les recettes d'investissement en 2021 | 27 |
| 1.5 Evolution des niveaux d'épargne de la CCSP | 28 |
| 1.6 Les ratios de l'EPCI | 29 |

| | | |
|-------|---------------------------------------------------------------------------|----|
| 1.7 | Résultat de l'exercice | 30 |
| 2. | Les orientations pour 2022 | 31 |
| 2.1 | Les grandes orientations budgétaires et le développement pour 2022 | 31 |
| 2.2 | Les recettes de fonctionnement | 32 |
| 2.2.1 | Excédent de Fonctionnement reporté | 32 |
| 2.2.2 | Atténuation de charges | 32 |
| 2.2.3 | Produits des services | 32 |
| 2.2.4 | Impôts et taxes | 32 |
| 2.2.5 | Dotations subventions et participations | 33 |
| 2.3 | Les dépenses de fonctionnement | 34 |
| 2.3.1 | Charges à caractère général | 34 |
| 2.3.2 | Charges de personnel | 35 |
| 2.3.3 | Les charges de gestion courante | 35 |
| 2.3.4 | Les charges financières | 35 |
| 2.3.5 | Charges exceptionnelles | 35 |
| 2.3.6 | Dotations aux amortissements | 36 |
| 2.3.7 | Les atténuations de produits | 36 |
| 2.4 | L'endettement de l'EPCI | 36 |
| 2.4.1 | L'évolution de l'encours de dette | 36 |
| 2.4.2 | La structure de la dette | 36 |
| 2.4.3 | Ratios sur l'endettement | 37 |
| 2.4.4 | Récapitulatif de l'endettement CCSP tous budgets confondus | 38 |
| 2.5 | Les dépenses d'investissement | 38 |
| 2.6 | Les recettes d'investissement | 39 |
| 2.6.1 | Le virement de la section de fonctionnement | 40 |
| 2.6.2 | Le FCTVA | 40 |
| 2.6.3 | Les subventions d'investissement | 40 |
| 2.6.4 | Les emprunts | 41 |
| 2.7 | Les besoins de financement pour l'année 2022 | 41 |

Introduction

La loi d'Administration Territoriale de la République (ATR) de 1992 a imposé la tenue d'un débat d'orientation budgétaire (DOB) dans les deux mois précédant le vote du budget primitif pour les communes de plus de 3 500 habitants et pour les intercommunalités disposant d'une commune de plus de 3 500 habitants.

Plus récemment, l'article 107 de la loi Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) a modifié les articles L 2312-1, L3312-1, L 5211-36 du CGCT relatifs au DOB en complétant les dispositions relatives à la forme et au contenu du débat. Sur le contenu, ce rapport doit maintenant non seulement présenter un volet financier, mais également un volet ressources humaines pour les communes de plus de 10 000 habitants.

Rappel des dispositions législatives applicables

Il est rappelé ci-dessous les règles en matière de rapport et de débat sur les orientations budgétaires.

Article L.2312-1 CGCT

« Le budget de la commune est proposé par le maire et voté par le conseil municipal.

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L.2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport mentionné au deuxième alinéa du présent article comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail. Il est transmis au représentant de l'Etat dans le département et au président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre ; il fait l'objet d'une publication. Le contenu du rapport ainsi que les modalités de sa transmission et de sa publication sont fixés par décret.

Les dispositions du présent article s'appliquent aux établissements publics administratifs des communes de 3 500 habitants et plus. »

Article D.2312-3 CGCT

A. – Le rapport prévu à l'article L.2312-1 comporte les informations suivantes :

1° Les orientations budgétaires envisagées par la commune portant sur les **évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement**. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elle est membre.

2° La présentation des **engagements pluriannuels**, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes. Le rapport présente, le cas échéant, les orientations en matière d'autorisation de programme.

3° Des informations relatives à la **structure et la gestion de l'encours de dette** contractée et les perspectives pour le projet de budget. Elles présentent notamment le profil de l'encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Les orientations visées aux 1°, 2° et 3° devront permettre d'évaluer l'évolution prévisionnelle du niveau d'épargne brute, d'épargne nette et de l'endettement à la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

B. – Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport prévu au troisième alinéa de l'article L. 2312-1, présenté par le maire au conseil municipal, comporte, au titre de l'exercice en cours, ou, le cas échéant, du dernier exercice connu, les informations relatives :

1° A la structure des effectifs ;

2° Aux dépenses de personnel comportant notamment des éléments sur la rémunération tels que les traitements indiciaires, les régimes indemnitaires, les nouvelles bonifications indiciaires, les heures supplémentaires rémunérées et les avantages en nature ;

3° A la durée effective du travail dans la commune.

Il présente en outre l'évolution prévisionnelle de la structure des effectifs et des dépenses de personnel pour l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Ce rapport peut détailler la démarche de gestion prévisionnelle des ressources humaines de la commune. Ce rapport peut s'appuyer sur les informations contenues dans le rapport sur l'état de la collectivité prévu au dixième alinéa de l'article 33 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

C. – Le rapport prévu à l'article L. 2312-1 est transmis par la commune au président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elle est membre dans un délai de quinze jours à compter de son examen par l'assemblée délibérante. Il est mis à la disposition du public à l'hôtel de ville, dans les quinze jours suivants la tenue du débat d'orientation budgétaire. Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen. »

Article 13 de la Loi n°2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022

« I. - Les collectivités territoriales contribuent à l'effort de réduction du déficit public et de maîtrise de la dépense publique, selon des modalités à l'élaboration desquelles elles sont associées. II. - A l'occasion du débat sur les orientations budgétaires, chaque collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales présente ses objectifs concernant : 1° L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement ;

2° L'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette.

Ces éléments prennent en compte les budgets principaux et l'ensemble des budgets annexes. III. - L'objectif national d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre correspond à un taux de croissance annuel de 1,2 % appliqué à une base de dépenses réelles de fonctionnement en 2017, en valeur et à périmètre constant »

NB : les sanctions en cas de non-respect de l'objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement ne concernent que les collectivités parties prenantes aux « contrats de Cahors ».

Jurisprudence importante

Le budget primitif d'une commune ne peut être adopté sans qu'un débat d'orientations budgétaires n'ait été organisé (TA Versailles, 28 décembre 1993, commune de Fontenay-le-Fleury)

Le débat d'orientations budgétaires ne peut intervenir le soir-même dans une séance précédant l'adoption du budget communal (TA Montpellier, 5 novembre 1997, syndicat de gestion du collège de Florensac)

Le débat d'orientations budgétaires ne constitue qu'une mesure préparatoire au vote du budget de la commune et ne donne pas lieu à un vote. Il ne peut être qualifié d'affaire soumise à délibération au sens de l'article L.2121-12 du CGCT (CAA Marseille, 22 mars 2012, commune de Roquefort-les-Pins).

Le rapport d'orientations budgétaires doit être suffisamment précis et détaillé. Ainsi, un document intitulé « rapport » ne comportant que quelques considérations générales sur les nouvelles charges imposées aux communes par des mesures gouvernementales et sur la volonté de la commune de ne pas augmenter la pression fiscale ne peut être assimilé à une note explicative de synthèse au sens de l'article L. 2121-12 du CGCT (TA Nice, 10 novembre 2006, M. Antoine Di Lorio c/ commune de la Valette du Var)

Si cette note n'est pas suffisamment détaillée, le DOB doit être regardé comme s'étant tenu sans que les conseillers municipaux aient bénéficié de l'information prévue par les dispositions législatives ce qui constitue une irrégularité substantielle de nature à entacher d'irrégularité la procédure d'adoption du budget primitif (TA Nice, 19 janvier 2007, M. Bruno Lang c/ commune de Mouans-Sartoux).

Un contexte national de relance et de normalisation, sous réserve de nouvelle vague épidémique

L'année 2021 a de nouveau été imprégnée des conséquences sanitaires et économiques de la crise de la covid-19, malgré un rebond économique notable qui s'accompagne de la sortie ou de l'arrêt d'un certain nombre de mesures de soutien aux entreprises.

C'est dans ce contexte que le Projet de Loi de finances pour 2022 a été bâti, le Ministre de l'Economie et des Finances le qualifiant ainsi de budget « de relance, d'investissement et de normalisation ».

En termes de normes, les modifications à attendre en 2022 s'avèrent plus faibles que les années précédentes, dans un contexte d'élections présidentielles et législatives à venir au printemps.

Afin de mettre en perspective les évolutions économiques à venir, voici quelques grandes tendances (sous réserve d'éventuelles nouvelles mesures sanitaires décidées :

- En matière de croissance du **PIB**, si l'activité a été marquée en 2020 par une chute d'une ampleur inédite depuis l'après-guerre (-8,0 %), les exercices 2021 puis 2022 devraient marquer une reprise importante : + 6 % au moins en 2021, et + **4 % en 2022**, d'après les estimations contenues dans le Rapport économique, social et financier annexé au PLF pour 2022.

- En matière de finances publiques, le **déficit public** s'élèverait à 8,4 % du PIB à fin 2021, et à **4,8 % en 2022**. S'agissant de la **dette**, elle atteindrait 115,6% du PIB en 2021, et devrait se stabiliser autour de **114 % à la fin 2022**, selon le Rapport économique, social et financier annexé au PLF pour 2022.

- En matière d'**inflation**, il est constaté une hausse importante des prix en 2021, qui devrait se poursuivre en 2022 dans un contexte de fortes tensions sur les marchés de l'énergie et des matières premières en général. Les auteurs du Rapport économique, social et financier annexé au PLF pour 2022 mettent en avant un chiffre de **+1,5 % en 2021 (idem pour 2022)**, contre + 0,5% en 2020). Attention, il ne s'agit pas ici de l'IPCH utilisé notamment pour la revalorisation des valeurs locatives, qui devrait être bien plus élevé, voir ci-après.

- Enfin, en matière de **chômage**, la création massive d'emplois au premier semestre s'est traduite par un taux de 8,0 % au second trimestre 2021, soit 0,1 point de moins que fin 2019 avant le début de la crise épidémique. Selon les prévisions du Consensus Forecasts en date du 8 novembre 2021, le taux de chômage au sens du BIT pourrait s'établir à 7,9 % en 2021 et **7,8 % en 2022**.

Conséquences de ce début de rétablissement sur le front économique, la **part des dépenses publiques**, qui devrait s'élever à près de 60 % en 2021, pourrait redescendre à **55,6 % du PIB en 2022**. De la même manière, devrait être constatée, selon les chiffres du PLF pour 2022, une **légère diminution du taux de prélèvements obligatoires**, qui pourrait passer de 43,7 % du PIB en 2021 à 43,5 % en 2022.

Depuis le début de la crise de la covid-19, l'Etat français a multiplié les plans d'aides et de soutien en direction de nombreux publics touchés par les conséquences sanitaires et économique de la pandémie : prise en charge du chômage partiel, prêts garantis aux entreprises, dispositifs divers d'étalement de charges ont ainsi rythmé l'année 2020 et le premier semestre de l'année 2021.

Ces mesures palliatives qui revêtaient initialement un caractère d'urgence ont été accompagnées, dès septembre 2020, par l'annonce d'un **plan de relance massif de 100 milliards d'euros**, dont 40 milliards d'euros financés par l'Union européenne, sur la période 2020 – 2022. Axé autour de trois axes principaux (compétitivité, écologie, cohésion sociale), le Gouvernement ambitionne d'en consommer 70 % des crédits d'ici à la fin 2021.

En plus de ce plan de relance de 100 milliards d'euros, inédit par son ampleur, le gouvernement entend désormais mettre en œuvre **un nouveau plan, cette fois « d'investissement »**, doté de 34 milliards d'euros sur 5 ans dont 3,5 milliards d'euros ont été inscrits au PLF 2022 à l'occasion des discussions parlementaires. L'écologie et la transition économique sont au cœur de ce nouveau dispositif : 6 milliards d'euros seront par exemple consacrés aux secteurs de l'électronique et de la robotique, alors que 8 milliards d'euros iront à l'énergie et à la décarbonation de l'économie (dont 2 milliards pour la filière hydrogène et 1 milliard pour la filière nucléaire).

Plan de relance et plan d'investissement s'accompagnent de mesures sectorielles ou géographiques ciblées, dans un objectif de mieux identifier les segments de l'économie en difficulté et d'acter la fin du fameux « quoi qu'il en coûte ».

Un contexte local incertain, entre multiplication des mesures de soutien et réformes aux effets difficilement prévisibles

Les collectivités locales, en première ligne depuis le début de la crise sanitaire, évoluent depuis deux années dans un nouvel environnement normatif, financier et fiscal.

Les contrats de relance et de transition écologique (CRTE) ont été mis en avant par l'Etat comme l'instrument privilégié permettant aux collectivités locales d'accompagner leurs entreprises et leurs grands projets d'investissement dans le cadre de la relance.

Depuis le début de la crise sanitaire, l'Etat a multiplié les **plans de soutien et de relance auprès des collectivités**, avec des résultats tantôt critiqués, tantôt salués.

Les différents plans de soutien s'articulent notamment autour de la **création de plusieurs dotations** permettant la compensation de la perte de recettes de fonctionnement et/ou de capacité d'autofinancement des collectivités.

Quant aux différentes déclinaisons des plans de relance, elles sont le plus souvent intégrées au sein des dotations classiques d'investissement perçues par les collectivités, telles que la DSIL.

Mesures de soutien et de relance

- Clause de sauvegarde fiscale (article 21 de la LFR3 du 30 juillet 2020, article 74 de la LFI pour 2021) : 190,5 millions d'euros.
 - Concerne les collectivités du bloc communal ainsi que certains groupements de collectivités territoriales spécifiques.
 - Mise en place pour 2020, reconduite pour 2021 (sauf pour les recettes domaniales).
 - Vise à préserver les recettes fiscales des collectivités sur la base d'un panier de ressources globalisé (comparaison entre 2020 et une moyenne 2017-2019 et comparaison entre 2021 et une moyenne 2017-2019).
 - Sa reconduction pour 2022 ne figure pas dans le PLF pour 2022, en dépit des inquiétudes soulevées par de nombreuses collectivités en matière de diminution du produit de CVAE.

- Dotations au profit des régies exploitant un service public industriel et commercial, et au profit des collectivités subissant une dégradation de leur épargne du fait notamment de pertes tarifaires et de redevances versées par les délégataires de service public (article 26 de la LFR1 du 19 juillet 2021) : 200 millions d'euros :
 - Deux dotations différentes bénéficiant, sous certaines conditions, aux régies exploitant un SPIC, et aux collectivités (communes, EPCI, syndicats mixtes) qui ont subi une dégradation de leur épargne brute consécutive à des pertes tarifaires, ou des pertes de recettes de redevances versées par les délégataires de service public.
 - Concerne les régies et collectivités qui ont subi une dégradation de leur épargne brute en 2020.

- Reconduites dans des conditions proches pour 2021.
 - Avances remboursables aux autorités organisatrices de la mobilité (article 10 de la LFR4 du 30 novembre 2020) : 567 millions d'euros
 - Avances remboursables aux départements sur le produit des DMTO (article 25 de la LFR3 du 30 juillet 2020) : 120 millions d'euros
 - D'autres mesures sectorielles ont été prises, notamment au bénéfice des gestionnaires privés et publics de remontées mécaniques dans les collectivités locales de montagne.

Ces mesures, visant à préserver les marges de manœuvre des collectivités locales les plus durement touchées par la crise, s'accompagnent d'un volume d'investissements massif et inédit de l'Etat dans les collectivités locales. Le soutien de l'Etat à l'investissement local passe ainsi par plusieurs fonds et dotations, attribués aux différentes catégories de collectivités locales.

Cumulés, tous ces dispositifs forment une enveloppe de 2,5 milliards d'euros :

- 950 millions d'euros de DSIL exceptionnelle en loi de finances rectificative pour 2020, bénéficiant principalement aux secteurs du bâtiment et des travaux publics ;
- 650 millions d'euros de DSIL en loi de finances initiale pour 2021, pour la rénovation énergétique et thermique des bâtiments publics ;
- 300 millions d'euros de DSID en loi de finances initiales pour 2021, pour la rénovation énergétique et thermique des bâtiments publics ;
- 600 millions d'euros de dotation régionale d'investissement.

A la fin du mois d'octobre 2021, 98% des crédits sur la DSIL et la DSID avaient été engagés.

Enfin, le PLF pour 2022 acte d'un **abondement supplémentaire de 337 millions d'euros au titre de la DSIL**, afin de compléter le financement des contrats de relance et de transition écologique (CRTE).
Poursuite des réformes fiscales

La revalorisation forfaitaire des valeurs locatives dépend désormais de l'évolution de l'inflation (IPCH) constatée entre novembre N-2 et novembre N-1. Selon les données INSEE actualisées, et confirmées par M. Olivier Dussopt, Ministre chargé des comptes publics, à l'occasion du dernier Congrès des Maires, la revalorisation des valeurs locatives devrait être **supérieure à 3 % en 2022**.

Il convient également de souligner que les ressources perdues par les collectivités au titre de la taxe foncière sur les propriétés bâties et de la CFE des établissements industriels continueront d'être compensées de manière dynamique par l'Etat.

Enfin, M. Jean Castex a annoncé à l'occasion de l'ouverture du Congrès de l'Union sociale pour l'habitat le 28 septembre dernier, que l'Etat allait mettre en place au profit des collectivités locales concernées une compensation d'exonération fiscale de taxe foncière sur les propriétés bâties dont bénéficient les bailleurs sociaux. Cette compensation serait octroyée sur dix années, pour les logements sociaux dont les agréments auront été délivrés entre 2021 et 2026.

Autres évolutions à venir et points d'attention

- **Dotation globale de fonctionnement**

Les prochaines années devraient être marquées par les conséquences de la réforme des indicateurs financiers et fiscaux servant au calcul de la DGF et des mécanismes de péréquation tels que le FPIC ou le FSRIF.

Le PLF pour 2022 intègre des évolutions notables sur les méthodes de calcul du potentiel financier et de l'effort fiscal des collectivités qui, combinées aux différentes réformes en cours, auront des effets importants sur les niveaux de dotations à percevoir.

Toutefois, les effets de la réforme seront neutralisés pour 2022.

Toujours en matière de DGF, le PLF prévoit une enveloppe comparable à 2021 à périmètre constant. Comme les années précédentes, il est prévu d'écrêter la dotation forfaitaire des communes afin de financer l'augmentation des enveloppes dédiées à la dotation de solidarité urbaine (DSU : + 95 millions d'euros) et à la dotation de solidarité rurale (DSR : + 95 millions d'euros). La DNP verrait son enveloppe inchangée pour la 8ème année consécutive.

- **Fonds de compensation pour la TVA**

Le FCTVA verrait son enveloppe maintenue à 6,5 milliards d'euros.

Les dépenses relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme ainsi qu'à la numérisation du cadastre retrouvent l'éligibilité au FCTVA, grâce à une disposition contenue dans la Loi de finances rectificative pour 2021 du 19 juillet dernier.

Enfin, 2022 sera également la deuxième année de mise en œuvre de l'automatisation du traitement du fonds. Aussi, en 2022, les collectivités percevant le fonds un an après la dépense éligible seront donc concernées par l'automatisation, tout comme celles qui la perçoivent l'année même de la dépense.

- **Mini-réforme des indicateurs**

La réforme du calcul des indicateurs financiers utilisés dans la répartition de la DGF vise en premier lieu à tirer les conséquences de la réforme du panier de ressources des collectivités territoriales.

Ces évolutions, issues des travaux menés par le Comité des finances locales, visent à tenir compte du nouveau panier de ressources des collectivités (notamment l'attribution de la part départementale de taxe foncière aux communes ; la perception par les EPCI et les départements d'une fraction de TVA et la création d'un prélèvement sur recettes compensant les pertes de recettes liées à la réforme de l'assiette des locaux industriels) et ainsi retranscrire le plus fidèlement possible le niveau de ressources des collectivités. .

Conformément à la délibération adoptée par le Comité des finances locales, le PLF intègre également plusieurs impositions communales au calcul du potentiel financier des communes, ainsi que du potentiel financier agrégé utilisé pour la répartition du fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC), afin de renforcer la capacité de ces indicateurs à refléter une image fidèle de la richesse relative des collectivités concernées.

Le Gouvernement propose en outre de simplifier le calcul de l'effort fiscal et de l'effort fiscal agrégé tout en changeant son approche : il fait ainsi de celui-ci, jusqu'alors centré sur la pression fiscale subie par les ménages sur le territoire d'une commune, un indicateur centré sur les produits perçus par la commune elle-même. L'objectif poursuivi par l'indicateur serait désormais de comparer les impôts effectivement levés par une commune aux impôts qu'elle pourrait lever si elle appliquait les taux moyens d'imposition, en cohérence avec l'utilisation faite de cet indicateur dans le calcul des dotations.

Il étend enfin le champ d'application de la fraction de correction intégrée par la loi de finances pour 2021 dans le calcul des indicateurs pour éviter que ces évolutions ne déstabilisent la répartition des dotations. Il prévoit ainsi que cette fraction de correction, dont les modalités de calcul seront précisées par décret en Conseil d'État, soit établi de façon à englober l'ensemble des réformes des indicateurs financiers réalisées en loi de finances pour 2021 et dans le présent article. La neutralisation sera complète en 2022.

- **Poursuite du Plan « France Relance » de 2020**

Le PLF pour 2022 s'inscrit dans la poursuite des efforts engagés avec la mise en place du plan « France relance » destiné à soutenir l'économie du pays malmenée par la crise sanitaire, et vise un rétablissement progressif des finances publiques. Un an après sa présentation, 47 Md€ ont déjà été engagés ; le Premier ministre a fixé un objectif d'engagements de 70Md€ d'ici à fin 2021.

Son déploiement se poursuivra en 2022 : le PLF 2022 prévoit ainsi l'ouverture de 12,9 M€ de crédits de paiement destinés à couvrir une part des engagements déjà réalisés en 2021. Il prévoit également l'ouverture de 1,2 Md€ d'autorisations d'engagement (AE) supplémentaires, destinées à intensifier l'action du plan en matière d'emploi et de formation professionnelle, d'infrastructures de transports, de dépenses d'investissement et de modernisation ou encore de recherche.

- **Compensation de la TH des résidences principales pour les intercommunalités**

Initiée bien avant le début de la crise sanitaire, la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales et son remplacement par d'autres ressources atteint sa dernière phase. En 2022, parmi les contribuables qui s'acquittent encore de cet impôt, le dégrèvement atteindra 65 %. En 2023, plus aucun contribuable ne paiera de taxe d'habitation sur sa résidence principale.

Depuis 2021 les intercommunalités disposent d'une fraction de la TVA correspondant à leur ancien produit de TH sur les résidences principales. Il était prévu que cette fraction calculée une fois pour toute sur le montant de TVA de 2020 évolue chaque année comme la progression de la TVA au niveau national. Mais la crise sanitaire et économique de 2020 ayant entraîné une chute de la TVA en 2020, la part revenant aux collectivités aurait été plus élevée que prévu.

On se rappelle que la loi de finances de l'année dernière a supprimé cet effet d'aubaine inattendu. Elle a d'une part, changé l'année de référence pour le calcul du ratio de 2020 à 2021 et, d'autre part, modifié son indexation, en la fixant sur l'année en cours. Ainsi, les intercommunalités bénéficieront en 2022 de la dynamique de la TVA de 2022, estimée dans le PLF à + 5,4 %.

Contexte local / point politique sur le fonctionnement et projet :

L'année 2021 a été marquée par la poursuite de la crise sanitaire. Malgré les contraintes inhérentes et l'impact sur les équipes, la Communauté de Communes a assuré la continuité du service dans le strict respect des protocoles en vigueur.

Dans le Cadre du Contrat de relance et de transition écologique la CCSP a élaboré son projet de territoire. Celui-ci a permis de fixer 3 grandes ambitions pour la communauté de Communes et 10 orientations stratégiques qui en découlent :

- **Pilier 1 : Devenir un territoire exemplaire en matière de transition écologique**
 - **Orientation 1** : Limiter l'émission des pollutions et la consommation de ressources en adaptant les services et en aménageant le territoire
 - **Orientation 2** : Développer une politique de prévention des risques naturels et préserver les ressources naturelles et dans un contexte de changement climatique
 - **Orientation 3** : Accompagner la population aux changements écologiques
- **Pilier 2 : Diversifier et innover dans les activités économiques en valorisant mieux les potentiels du territoire**
 - **Orientation 4** : Diversifier l'économie locale en renforçant les filières existantes ou émergentes pour sortir de la dépendance au tourisme
 - **Orientation 5** : Innover dans le tourisme pour mieux prendre en compte ses impacts environnementaux, sociétaux et économiques
- **Pilier 3 : Offrir un meilleur cadre de vie aux habitants en renforçant les services publics de proximité et la cohésion sociale du territoire**
 - **Orientation 6** : Renforcer l'accompagnement des personnes âgées et isolées
 - **Orientation 7** : Soutenir et faciliter l'installation durable des familles et des actifs sur le territoire
 - **Orientation 8** : Rendre le territoire attractif pour les jeunes
- **Orientations transversales**
 - **Orientation 9** : Désenclaver le territoire au service des entreprises et des habitants par une meilleure connectivité numérique et des transports
 - **Orientation 10** : Promouvoir le patrimoine et l'action culturelle pour favoriser la cohésion des habitants, diversifier l'offre touristique et sensibiliser à la protection de l'environnement

Durant l'année 2021, la Communauté de communes a donc structuré son action autour d'un projet de territoire partagé et a développé ses actions autour de 3 grandes ambitions. Il est important de rappeler de façon synthétique les principales réalisations de l'année écoulée :

Au niveau de la transition écologique :

- Signature d'un Contrat d'objectif Territorial avec l'ADEME : recrutement d'un chargé de mission dédié, lancement d'une campagne d'audit énergétique, diagnostic du territoire en vue d'une labellisation Cit'ergie et économie circulaire
- Prise de compétence mobilité : lancement de l'étude du schéma de mobilité, mise en place de navettes avec les stations de sports d'hiver
- Elaboration de la charte Forestière
- Poursuite du développement de la mobilité douce et des Activités de pleine nature : Labellisation Tour du Lac de Serre-Ponçon à VTT, Station lavage vélo, reprise du balisage, réfection des sentiers,
- Poursuite de la mise en œuvre du schéma cyclable : Tronçon Baie St michel/Chanteloube/Chorges
- Poursuite de l'animation des sites Natura 2000
- Poursuite du programme de travaux GEMAPI pour la protection des populations
- Poursuite de l'action de la plate-forme Bois énergie

Au niveau du développement économique et touristique :

- Poursuite du travail sur le projet de la haute Ecole du Bois et de la Forêt
- Programme de travaux d'entretien et d'aménagement des Zones d'activité
- Poursuite du projet d'implantation d'un bâtiment « signal » à Chorges
- Poursuite des études et des analyses sur l'opportunité d'implantation d'un Golf 9 trous
- Optimisation de la politique de récolte de la Taxe de séjour sur le territoire
- Maintien du soutien financier à l'Office de Tourisme Intercommunal
- Maintien du soutien aux grands événements culturels et sportifs du territoire permettant de renforcer l'attractivité de la destination : Tour Voile, Grand Trail Serre-Ponçon....
- Candidature retenue pour le programme Espaces Valléens et AVENIR MONTAGNE permettant de bénéficier d'aides de la Région et de l'Etat sur des projets de diversification touristique
- Intégration au sein de la CCSP du programme LEADER et du SIG
- Nouvelle candidature au Label Pays d'Art et d'Histoire en partenariat avec le Guillestrois Queyras
- Modification du périmètre du SCOT à l'échelle de la CCSP

Au niveau de la cohésion sociale et du renforcement des services publics :

- Poursuite du financement de la contribution au SDIS à hauteur de 50 %
- Renforcement de l'activité de la Maison France Service : Recrutement d'un conseiller

numérique, organisation d'ateliers numériques, Forum de l'emploi, accueil de nouvelles permanences...

- **Poursuite du développement du réseau de médiathèques et de l'opération « musique à l'école »**
- **Gestion de l'aire des gens du voyage**
- **Mise en œuvre du programme PITER « Bien vieillir » : Télémédecine, ateliers pour les séniors, actions de prévention,**
- **Soutien au refuge animalier**
- **Gestion du Relais petite Enfance (Ex-RAM)**
- **Organisation du CISPDP : trajectoire enfants, organisation de la plénière**
- **Prise en charge du déficit d'exploitation du Centre Aquatique**
- **Maintien du soutien aux associations sportives**

1. Analyse de l'exercice 2021

1.1 Les recettes de fonctionnement en 2021

Elles s'élèvent à **14 019 018 € en hausse de 5,47 %**

| Année | 2019 | 2020 | 2021 | 2020-2021 % |
|------------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------|
| Impôts / taxes | 10 262 191 € | 10 856 765 € | 10 898 045 € | 0,38 % |
| Dotations, Subventions ou participations | 1 093 136 € | 1 228 735 € | 1 872 972 € | 52,43 % |
| Autres Recettes d'exploitation | 1 088 215 € | 1 205 815 € | 1 248 001 € | 3,50 % |
| Total Recettes de fonctionnement | 12 443 542 € | 13 291 315 € | 14 019 018 € | 5,47 % |

1.1.1 Les impôts et taxes

Ils s'élèvent à **10 898 045 € en hausse de 0,38 %**

Ils représentent :

- Les Taxes économiques : Contribution Foncière Economique (CFE), de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises, la Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) et l'Imposition Forfaitaire sur les entreprises de réseau (IFER) qui représentent **3 307 783 €**
- Les Taxes Foncières : **663 483 €**
- La Taxe d'Habitation : **1 128 507 €**
- La Taxe GEMAPI : **467 803 €**
- Une fraction de TVA : **1 552 529 €** (compensation réforme TH)

Il est important de préciser que la **réforme** sur les établissements industriels et la suppression de la Taxe d'habitation ont **modifié** les montants de la CFE, de la TFPB, de la Taxe GEMAPI et de la TH en intégrant en 2021 une dotation pour compenser les pertes fiscales, ainsi qu'une fraction de TVA. **Ainsi, en tenant compte de ces allocations compensatrices, les montants retraités de ces 3 taxes additionnés avec les dotations correspondent à :**

| Année | 2019 | 2020 | 2021 | 2020-2021 % |
|-----------------------------------|-----------|-------------|----------------------------|-------------|
| CFE <i>Dont compensation</i> | 2 369 448 | 2 466 600 € | 2 503 509 € 615 382 € | 1,50 % |
| TH <i>Dont fraction de TVA</i> | 2 659 531 | 2 669 464 € | 2 698 781 € 1 552 529 € | 1,01 % |

| Année | 2019 | 2020 | 2021 | 2020-2021 % |
|-----------------------------------------|---------|-----------|-----------------------|-------------|
| TF <i>Dont compensation</i> | 597 144 | 605 549 € | 663 707 € 37 043 € | 9,60 % |
| Taxe GEMAPI <i>Dont compensation</i> | 180 057 | 516 204 € | 517 361 € 49 558 € | - |

Nb : Le Conseil Communautaire avait voté en 2021 Le taux de la Taxe Foncière sur les propriétés bâties passant de **1,70 % à 1,87 %** et le taux de la Taxe Foncière sur les propriétés non bâties passant de **14.01 % à 15.41 %**.

Les autres taxes :

| Année | 2019 | 2020 | 2021 | 2020-2021 % |
|--------------------------------------|-----------|-------------|-------------|-------------|
| TEOM | 2 760 472 | 2 813 665 € | 3 118 096 € | 10,82 % |
| Taxe Séjour | 465 193 | 467 660 € | 542 857 € | 16,08 % |
| Attributions de Compensation perçues | 69 646 | 63 446 € | 116 987 € | 84,39 % |

- Le Conseil Communautaire avait voté en 2021 une augmentation du taux de la Taxe d'Enlèvement des Ordures ménagères et assimilés passant de **10,50 à 11.50 %**
- La Taxe de séjour a augmenté de 15 % : il s'agit des reversements des opérateurs numériques qui ont fortement progressé
- Les reversements d'attribution de compensation ont progressé suite à la prise de compétence « mobilité ». Cela concerne les communes des Orres, d'Embrun et de Crévoux, qui doivent reverser des montants suite à ce transfert de compétence

Les liens financiers entre l'EPCI et ses communes membres au niveau des attributions de compensation :

Le tableau ci-dessous retrace l'évolution du lien financier entre l'EPCI et ses communes membres. Ce lien financier s'exprime à travers l'attribution de compensation. Ces flux financiers sont des indicateurs primordiaux dans le cadre du calcul du coefficient d'intégration fiscale (CIF) qui est un indicateur permettant de mesurer le degré d'intégration des communes au sein de l'EPCI. Cet indicateur est notamment utilisé dans le calcul de la dotation d'intercommunalité ainsi que dans le cadre de la répartition interne du FPIC pour une procédure de droit commun.

Évolution des relations financières de l'EPCI et de ses communes membres :

| Année | 2019 | 2020 | 2021 |
|---------------------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Attributions de Compensation versées | 2 190 219 € | 2 177 859 € | 2 109 471 € |
| Attributions de Compensation perçues | 69 647 € | 63 446 € | 116 987 € |
| Montant net versé par la CCSP aux communes | 2 120 572 € | 2 114 413 € | 1 992 484 € |
| <i>CIF de l'EPCI</i> | <i>0,344</i> | <i>0,374</i> | <i>0,379</i> |

1.1.2 Les dotations, subventions et participations

Elles s'élèvent à **1 872 971 € en hausse de 52,43 %**

Cette augmentation est à nuancer, compte tenu de la réforme sur les abattements des locaux industriels comme vu ci-dessus. En neutralisant ces compensations, l'augmentation est de 2,35 %

1.1.3 Les compensations

Comme indiqué précédemment, les compensations sont liées aux réformes successives et visent à compenser les pertes de recettes fiscales.

| Année | 2019 | 2020 | 2021 |
|---------------------------------|------------------|------------------|------------------|
| Compensation au titre de la CET | 33 993 € | 33 710 € | 615 382 € |
| Compensation au titre de la TF | 82 € | 84 € | 37 043 € |
| Compensation au titre de la TH | 119 372 € | 132 747 € | - |
| TOTAL COMPENSATION | 664 594 € | 704 475 € | 739 090 € |

1.1.4 La DGF

La DGF des EPCI est composée des éléments suivants :

- **La Dotation d'intercommunalité (DI) :** Le montant total de la dotation d'intercommunalité est égal à la somme entre le complément et le montant de dotation d'intercommunalité calculé (base + péréquation + garantie – écrêtement). Les montants de Contribution au Redressement des Finances Publiques ne sont plus pris en compte car le législateur prend en compte dans l'enveloppe de répartition l'enveloppe nette de dotation d'intercommunalité.
- **La Dotation de compensation (DC) :** Elle correspond à l'ancienne compensation part salaire et à la compensation que percevaient certains EPCI au titre des baisses de dotation de

compensation de taxe professionnelle. Cette dotation est écartée chaque dans le cadre du financement de la hausse des dotations de Péréquation.

| Année | 2019 | 2020 | 2021 | 2020-2021 % |
|-----------------------------|------------------|------------------|------------------|---------------|
| Dotation d'intercommunalité | 259 970 € | 449 258 € | 488 899 € | 8,82 % |
| Dotation de compensation | 404 624 € | 255 217 € | 250 191 € | -1,97 % |
| TOTAL DGF | 664 594 € | 704 475 € | 739 090 € | 4,91 % |

1.1.5 Les Subventions et participations

Elles s'élèvent à **558 050 €**.

Ces montants correspondent aux aides sur le fonctionnement sur de nombreux services et compétences de la Communauté de Communes de Serre-Ponçon.

Ces aides nous parviennent de l'Europe, l'Etat, la Région et de Département, mais également d'autres organismes, comme la CAF, la MSA, l'ASP pour les contrats aidés... A noter également, dans ce chapitre les participations de la Communauté de Communes du Guillestrois Queyras pour le service Pays d'Art et d'histoire (PAH)

| Service | 2021 |
|--------------------------------------------------|----------|
| Aides sur contrats aidés France Service | 24 470 € |
| Aide au fonctionnement France Services | 30 000 € |
| Poste Avenir Montagne | 60 000 € |
| Contrat Territoire Lecture et réseau médiathèque | 22 888 € |
| Charte Forestière | 32 561 € |
| Natura 2000 | 77 672 € |
| RPE (ex-RAM) | 55 491 € |
| PAH | 17 406 € |
| Aire GDV | 35 333 € |

| Service | 2021 |
|------------------------|----------|
| Petite Ville de Demain | 11 599 € |
| GEMAPI | 26 536 € |
| CISPD | 5 932 € |

1.1.6 Les autres recettes de fonctionnement

Elles s'élèvent à **1 248 001 € en hausse de 3,50 %**.

Ce chapitre concerne principalement les mutualisations de personnel et de charges entre budgets de la communauté de communes : Centre Aquatique, Assainissement, Smictom, Valorisation Bois Energie, mais également les mutualisations d'autres agents avec la commune d'Embrun et de la Régie Bois d'Embrun.

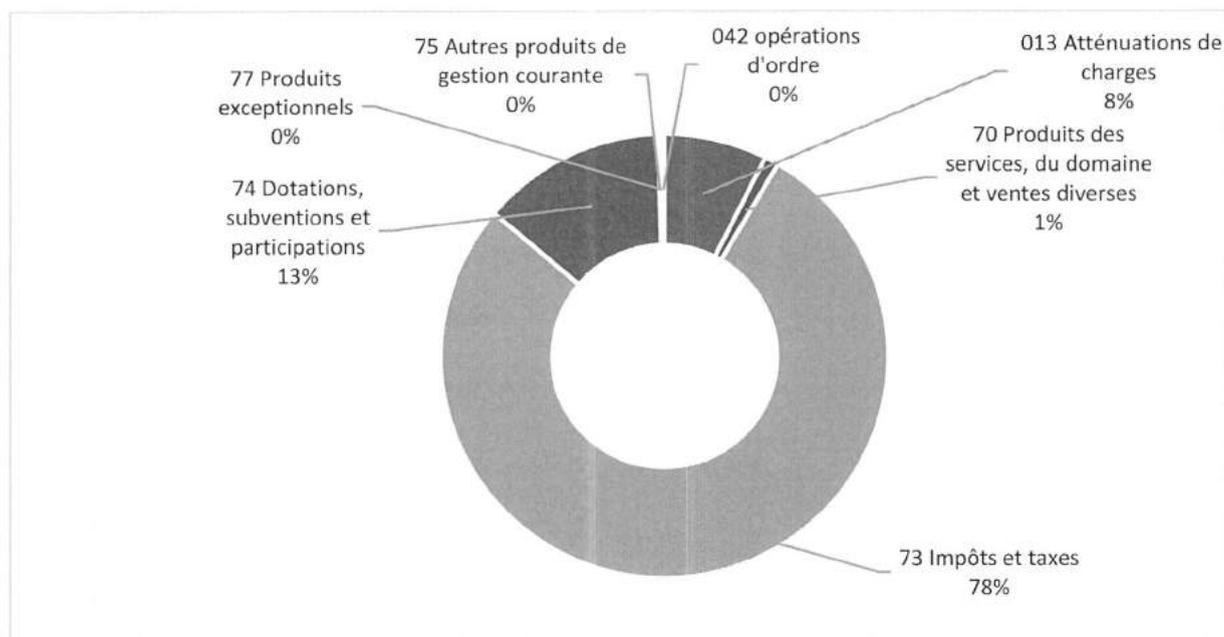
Est également intégré le remboursement par notre assurance statutaire et la CPAM des agents en maladie

| Année | 2019 | 2020 | 2021 |
|-----------------------------------------------------------------|-----------|-----------|-----------|
| Mutualisation avec Budget Assainissement (personnel et charges) | 533 660 € | 561 159 € | 569 980 € |
| Mutualisation avec Budget C Aquatique (personnel et charges) | 342 137 € | 344 124 € | 306 769 € |
| Mutualisation avec Budget Smictom (personnel et charges) | 61 713 € | 77 992 € | 109 751 € |
| Mutualisation avec Budget VBE (personnel et charges) | 7 099 € | 7 003 € | 7 317 € |
| Mutualisation avec Commune Embrun et Régie Bois Energie | 32 165 € | 89 762 € | 96 576 € |
| Remboursement maladie agents | 36 327 € | 39 584 € | 36 891 € |

Parmi les autres recettes, figurent également :

- Les loyers qui ne subissent aucun changement **12 433 €**
- Les produits exceptionnels remboursement d'assurance : **28 837 €**
- La prestation de service auprès du pays sud pour la gestion administrative : **16 720 €**
- Les amortissements de subventions : **27 322 €**

1.1.7 La structure des Recettes de Fonctionnement



Ces dernières se décomposeraient de la manière suivante :

- 8 % des atténuations de charges ;
- 1 % des produits des services, du domaine et des ventes ;
- 78 % de la fiscalité directe ;
- 13 % des dotations et participations ;
- 0,1 % des autres produits de gestion courante ;
- 0,2 % des produits exceptionnels ;
- 0,2 % des opérations d'ordre.

1.2 Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement de 2021 s'élèvent à **13 054 113 € en hausse de 3,47 %**

| Année | 2019 | 2020 | 2021 | 2020-2021 % |
|-----------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------|
| Charges à caractère général | 3 570 867 € | 3 880 836 € | 4 252 509 € | 9,58 % |
| Charges de personnel | 1 872 849 € | 2 001 364 € | 2 248 224 € | 12,33 % |
| Autres charges de gestion | 2 783 204 € | 2 803 200 € | 2 701 785 € | - 3,62 % |
| Charges financières | 105 701 € | 101 425 € | 72 697 € | - 28,32 % |
| Charges exceptionnelles | 0 € | 1 038 € | 6 761 € | |
| Dotations aux amortissements | 213 159 € | 228 886 € | 247 711 € | 8,22 % |
| Atténuation de produits | 3 609 284 € | 3 599 947 € | 3 524 426 € | - 2,10 % |
| Total dépenses de FONCTIONNEMENT | 12 155 064 € | 12 616 696 € | 13 054 114 € | 3,47 % |
| <i>Évolution en %</i> | | 3,80 % | 3,47 % | - |

1.2.1 Les charges à caractère général

Elles s'élèvent à **4 252 509 € en hausse de 9,58 %**

Les dépenses à caractère général progressent de 9,58 %.

Les principales hausses sont :

- Les travaux de fonctionnement GEMAPI : + (52 709 €)
- La réparation de l'écran mobile : + 34 920 € (indemnisation assurance de 27 936 €)
- Les transports suite à la prise de compétence mobilité : + 156 835 €
- L'augmentation de la TEOM : + 304 431 €

E revanche, certaines dépenses réalisés en 2020, n'ont pas été reconduites en 2021 et viennent atténuer ces augmentations. Il s'agit des reversements liés au programme PITER, des frais d'entretien liés au COVID (fournitures de masques aux communes de l'intercommunalité en 2020), et des frais d'entretien sur les zones d'activités, et des impressions de documentation.

1.2.2 Les charges de personnel

Elles s'élèvent à **2 248 224 € en hausse de 12.33 %**

| Année | 2019 | 2020 | 2021 | 2020-2021 % |
|----------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|----------------|
| Rémunération titulaires | 647 137 € | 649 327 € | 715 108 € | 10,13 % |
| Rémunération non titulaires | 416 478 € | 468 910 € | 555 089 € | 18,38 % |
| Autres Dépenses (charges assurance...) | 809 234 € | 883 127 € | 978 027 € | 10,75 % |
| Total dépenses de personnel | 1 872 849 € | 2 001 364 € | 2 248 224 € | 12,33 % |
| <i>Évolution en %</i> | | 6,86 % | 12,33 % | - |

Au titre des services mutualisés, ce montant comprend 908 721 € de remboursement de frais de personnel avec les budgets annexes (hors smictom), 49 976 € de refacturation avec la ville d'Embrun et la Régie Bois Energie.

A ces remboursements, il faut également indiquer les postes subventionnés au titre d'opérations ciblées : Natura 2000, Charte forestière, conseiller numérique, Contrat d'Objectif Territorial, Petite Ville de Demain : montant attendu : 196 781 €

A noter également les contrats aidés réalisés en 2021, principalement pour l'espace France Services : 24 471 €

Impact sur les charges de personnel en 2021 : arrivée de 9 agents :

- Chargée de mission du Contrat d'Objectif Territorial (financé à 100 %)
- Responsable des Ressources Humaines (suite au départ d'un agent RH au service SMICTOM)
- Chef de Projet Petite Ville de Demain (financé à 100 % et complété par les communes d'embrun et de Chorges)
- 4 agents du Pays d'Art et d'Histoire (septembre 2021) (prise en charge à 50 % par la CCGQ et auparavant intégré dans la participation au Pays Sud)
- Géomaticienne (0.5 ETP) (septembre 2021) (intégré auparavant dans la participation au SM SCOT)
- Conseiller Numérique (financé à 100 %)

A titre d'information, les charges de personnel tous budgets confondus se décomposent comme suit :

| Frais de personnel | 2021 |
|-------------------------|--------------------|
| Budget principal | 1 266 012 € |
| Budget Assainissement | 526 952 € |
| Budget Centre Aquatique | 304 118 € |
| Budget Smictom | 1 266 555 € |
| TOTAL | 3 363 638 € |

Structure des effectifs de la CCSP :

96 agents soit 89.56 ETP répartis comme suit :

| Nombre agents | Catégorie A | Catégorie B | Catégorie C | Total |
|---------------------------|-------------|-------------|-------------|-------|
| En nombre d'agent | 19 | 24 | 53 | 96 |
| En Equivalent temps plein | 18.5 | 22.90 | 48.16 | 89.56 |

Pour mémoire, effectif en 2020 : 87 agents soit 78.94 ETP

Temps de travail :

Comme la Loi de la Transformation de la Fonction Publique du 6 août 2019 l'a exigé, la CCSP a délibéré pour un retour aux 1 607 heures en supprimant les congés extralégaux qui existaient.

La délibération du 10 décembre 2021 a acté un passage à 36 heures hebdomadaires pour les agents à temps plein, après avis favorable du Comité Technique.

1.2.3 Les autres charges de gestion courante

Elles s'élèvent à **2 701 785 € en baisse de -3.62 %**.

Ce chapitre comprend les indemnités aux élus, la contribution au service incendie, les contributions aux organismes de regroupement, les subventions aux associations, la subvention d'équilibre au centre aquatique, la subvention à l'Office du tourisme intercommunal.

Les principales modifications concernent :

- La subvention d'équilibre du centre aquatique : 410 000 €, contre 510 000 € en 2020 et 350 000 € en 2019.

- Les subventions aux associations en baisse par rapport à 2019 : 326 985 contre 382 296 €
- Les participations aux organismes de regroupement 288 138 en 2021 avec aucune participation au SM SCOT en raison de sa dissolution en fin d'année 2021 ;

| Année | 2019 | 2020 | 2021 |
|-----------------------------------------|------------------|------------------|------------------|
| Subvention Centre Aquatique | 350 000 € | 510 000 € | 410 000 € |
| Contribution service | 699 350 € | 715 183 € | 716 538 € |
| Contribution organismes de regroupement | 336 462 € | 347 542 € | 288 138 € |
| <i>Dont SMIAGD</i> | <i>16 420 €</i> | <i>14 269 €</i> | <i>10 619 €</i> |
| <i>Dont SMADESEP</i> | <i>204 415 €</i> | <i>210 657 €</i> | <i>212 274 €</i> |
| <i>Dont Pays SUD et SM SCOT</i> | <i>115 627 €</i> | <i>122 615 €</i> | <i>65 245 €</i> |
| Subvention aux associations | 382 296 € | 250 695 € | 326 985 € |
| Subvention à l'Office du Tourisme | 829 500 € | 829 500 € | 820 000 € |

1.2.4 Les charges financières

Elles s'élèvent à **72 697 € en baisse de -28.32 %**

Ce chapitre comprend les frais d'intérêts des emprunts souscrits, les intérêts sur les lignes de trésorerie et les intérêts courus non échus.

Cette baisse est liée par le solde d'un emprunt, la sortie en 2020 de l'emprunt lié à la route de Pracos, et des intérêts moins importants liés à la structure des emprunts.

1.2.5 Les charges exceptionnelles

Elles s'élèvent à **6 760 €**

Il s'agit d'une régularisation d'aides de contrats aidés mais dont la régularisation figure en recette de fonctionnement dans l'article 6419.

1.2.6 Les Dotations aux amortissements

Elles s'élèvent à **247 711 €**

Ce chapitre devait intégrer les amortissements du centre aquatique. Compte tenu d'article à modifier, la trésorerie nous a conseillé de ne pas imputer cet amortissement sur le compte administratif 2021, mais de régulariser ce montant sur l'exercice 2022, où sera comptabilisé l'amortissement 2021 et 2022 du centre aquatique pour ne pas décaler cet amortissement.

1.2.7 Les atténuations de produits

Elles s'élèvent à **3 524 426 €**

Ce chapitre comprend les versements d'attribution de compensation, le Fonds National de Garantie Individuelle des ressources (FNGIR) et le Fonds de Péréquation des ressources Intercommunales et Communes (FPIC).

| Année | 2019 | 2020 | 2021 |
|--------------------------------------|-------------|-------------|-------------|
| Attributions de Compensation versées | 2 190 219 € | 2 177 859 € | 2 109 471 € |
| FNGIR | 1 346 932 € | 1 346 932 € | 1 346 932 € |
| FPIC | 72 133 € | 75 156 € | 68 023 € |

1.2.7.1 Les Attributions de compensation

Elles s'élèvent à **2 109 471 €**

Les montants des attributions de compensation sont impactés par les compétences qui sont transférées à l'intercommunalité. Pour l'année 2021, le transfert de compétence qui est intervenu est la compétence mobilité à compter du 1^{er} juillet 2021, par délibération du 29 mars 2021.

Les communes d'Embrun, de Crévoux et des Orres ont été concernées par une modification de leur attribution de compensation de façon provisoire depuis cette date. La CLECT devrait se réunir prochainement pour déterminer de façon définitive les nouvelles attributions de compensation.

1.2.7.2 Le Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal (FPIC)

Il s'élève à **68 023 €**

Créé en 2012, le FPIC a pour objectif de réduire les écarts de richesse fiscale au sein du bloc communal. Le FPIC permet une péréquation horizontale à l'échelon communal et intercommunal en utilisant comme échelon de référence l'ensemble intercommunal. Un ensemble intercommunal peut être à la fois contributeur et bénéficiaire du FPIC. Ce fonds a connu une montée en puissance puis a été stabilisé à un milliard d'euros depuis 2016. Une fois le montant le prélèvement ou de reversement déterminé pour l'ensemble intercommunal, celui-ci est ensuite réparti entre l'EPCI en fonction du coefficient d'intégration fiscal (CIF) et entre les communes en fonction de leur population et de leur richesse fiscale.

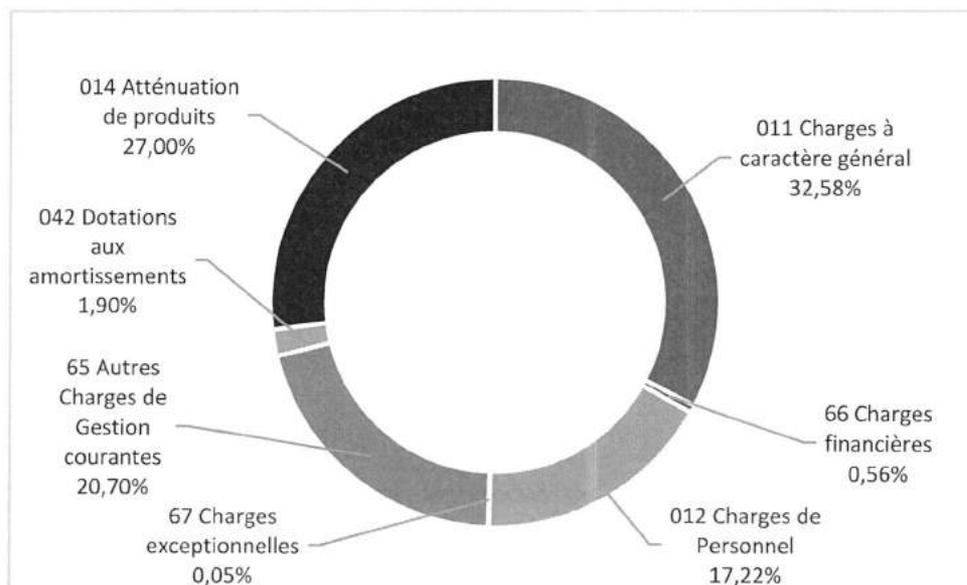
1.2.7.3 Le Fonds National de Garantie Individuelle des ressources (FNGIR)

Il s'élève à **1 346 932 €**

Le fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) permet de compenser pour chaque commune et établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, les conséquences financières de la réforme de la fiscalité locale, en application du point 2.1 de l'article 78 de la loi no 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010. Le prélèvement (ou le reversement) au titre du FNGIR est calculé sur la base d'une comparaison des ressources avant et après réforme (dont les produits de l'imposition sur les entreprises de réseaux -IFER- perçus) de la taxe professionnelle pour le seul exercice 2010. Le calcul de ces garanties de ressources est une opération à caractère national. Les collectivités « gagnantes » de la réforme financent les pertes des collectivités « perdantes ».

Il est donc figé pour la CCSP à hauteur de ce montant et reconduit toutes les années de façon fixe.

1.2.8 La Structure des Dépenses de Fonctionnement



Ces dépenses se décomposent de la manière suivante :

- 32.58 % des charges à caractère général ;
- 17,22% des charges de personnel ;
- 27,00 % des atténuations de produit ;
- 20.70 % des autres charges de gestion courante ;
- 0.56 % des charges financières ;
- 0,05 % des charges exceptionnelles ;
- 1.90 % des dotations aux amortissements et aux provisions.

1.3 Les dépenses d'investissement en 2021

Elles s'élèvent à **1 243 862 €**

Les dépenses d'investissement sont scindées de la façon suivante : Les programmes d'investissement, les fonds de concours, les remboursements de capital d'emprunt, les opérations sous mandat et les amortissements de subvention.

| Année | 2019 | 2020 | 2021 |
|--------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Programmes d'investissement | 896 015 € | 394 466 € | 732 956 € |
| Fonds de concours | 244 410 € | 9 463 € | 36 566 € |
| Rembt capital Emprunt | 362 451 € | 344 427 € | 334 195 € |
| Rembt capital prêt relais | 804 507 € | 1 161 989 € | |
| Opérations sous mandat | 1 942 302 € | 167 703 € | 116 120 € |
| Amortissements des subventions | 27 327 € | 27 322 € | 24 025 € |
| TOTAL | 4 277 012 € | 2 109 357 € | 1 243 862 € |

L'ensemble des projets n'est pas arrivé à leur terme et un montant de restes à réaliser devra être reporté sur l'année 2022. Ils sont établis à **339 552 €**.

Les investissements d'un montant de **732 956 €** se répartissent comme suit :

| Programme | 2021 hors RAR |
|---------------------------------|-----------------|
| Mobilité | 121 511 € |
| <i>Dont Liaison Chanteloube</i> | <i>68 608 €</i> |
| <i>Dont Secteur Savinois</i> | <i>23 221 €</i> |
| <i>Dont Circuit VTT</i> | <i>29 682 €</i> |
| GEMAPI | 495 747 € |
| France services | 4 055 € |
| Bâtiment OTI Charges | 23 326 € |

| Programme | 2021 hors RAR |
|---------------------------------------------------------|------------------|
| Travaux ZA | 46 220 € |
| Aire GDV | 5 517 € |
| Refuge animalier | 530 € |
| Cellier St André | 5 773 € |
| Matériel informatique logiciel et matériel de bureau | 30 277 € |
| TOTAL | 732 956 € |

1.4 Les recettes d'investissement en 2021

Elles s'élèvent à **2 321 169 €**.

Les recettes d'investissement se répartissent entre : les subventions liées aux opérations d'investissement, le FCTVA, l'affectation du résultat ou excédent de fonctionnement capitalisé, le remboursement de l'avance du budget VBE, les opérations sous mandat et les dotations aux amortissements.

Tout comme les dépenses d'investissement, les recettes d'investissement inscrites sur le budget primitif 2021 n'ont pas été toutes encaissées. **999 217 €** seront inscrits en Restes à Réaliser.

| Année | 2019 | 2020 | 2021 |
|---------------------------------------------|-------------|-----------|-------------|
| Subventions d'investissement | 749 916 € | 520 095 € | 91 137 € |
| FCTVA | 219 740 € | 75 112 € | 66 845 € |
| Excédent de fonctionnement capitalisé | - € | 566 524 € | 1 565 210 € |
| Opérations sous mandat | 1 878 821 € | 955 732 € | 316 729 € |

| Année | 2019 | 2020 | 2021 |
|---------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Remboursement avance budget VBE | 20 000 € | 20 000 € | 20 000 € |
| Amortissements des biens | 213 159 € | 228 886 € | 261 246 € |
| Emprunt | 125 000 € | - € | - € |
| TOTAL | 3 206 636 € | 2 366 349 € | 2 321 169 € |

Les subventions d'investissement d'un montant de **91 137 €** se répartissent comme suit :

| Programme | 2021 hors RAR |
|------------------------------|-----------------|
| Mobilité | 22 879 € |
| <i>Dont Secteur Savinois</i> | <i>7 650 €</i> |
| <i>Dont Circuit VTT</i> | <i>15 229 €</i> |
| GEMAPI | 36 468 € |
| Bâtiment OTI Charges | 27 472 € |
| Travaux ZA | 4 318 € |
| TOTAL | 91 137 € |

1.5 Evolution des niveaux d'épargne de la CCSP

Le tableau ci-dessous retrace les évolutions de l'épargne brute et de l'épargne nette de l'EPCI, avec les indicateurs permettant de les calculer.

Pour rappel :

L'épargne brute correspond à l'excédent de la section de fonctionnement sur un exercice, c'est-à-dire la différence entre les recettes et les dépenses réelles de fonctionnement. Elle sert ainsi à financer :

- Le remboursement du capital de la dette de l'exercice (inscrit au compte 1641 des dépenses d'investissement) ;
- L'autofinancement des investissements ;

A noter qu'une collectivité est en déséquilibre budgétaire au sens de l'article L.1612-4 du CGCT si son montant d'épargne brute dégagé sur un exercice ne lui permet pas de rembourser son capital de la dette sur ce même exercice.

L'épargne nette ou capacité d'autofinancement représente le montant d'autofinancement réel de la collectivité sur un exercice. Celle-ci est composée de l'excédent de la section de fonctionnement (ou épargne brute) duquel a été retraité le montant des emprunts souscrits sur l'exercice.

| Année | 2019 | 2020 | 2021 | 2020-2021 % |
|--------------------------------------------|----------------|----------------|------------------|----------------|
| Recettes Réelles de fonctionnement | 12 416 214 | 13 182 016 | 13 994 993 | 6.16 % |
| Dépenses Réelles de fonctionnement | 11 941 906 | 12 290 030 | 12 806 297 | 4.20 % |
| Epargne brute | 474 308 | 891 986 | 1 188 696 | 33.33% |
| Amortissement de la dette sans prêt relais | 362 450 | 344 427 | 334 195 | -2.97% |
| Epargne nette | 111 858 | 547 559 | 854 501 | 56.06% |

1.6 Les ratios de l'EPCI

L'article R 2313-1 du CGCT énonce onze ratios synthétiques que doivent présenter les collectivités de plus de 3 500 habitants dans leur débat d'orientation budgétaire, le tableau ci-dessous présente l'évolution de ces onze ratios de 2019 à 2021.

| Ratios / Année | 2019 | 2020 | 2021 | Ratio strate |
|--------------------------------|---------|---------|---------|--------------|
| 1 - DRF € / hab. | 751,09 | 737,41 | 762,32 | 345 |
| 2 - Fiscalité directe € / hab. | 326,62 | 416,44 | 303,58 | 275 |
| 3 - RRF € / hab. | 915,1 | 789,57 | 833,08 | 341 |
| 4 - Dép d'équipement € / hab. | 67.89 | 22,11 | 45,81 | 78 |
| 5 - Dette / hab. | 368,65 | 281,39 | 261,42 | 191 |
| 6 DGF / hab | 39.56 | 41.94 | 44,00 | 42 |
| 7 - Dép de personnel / DRF | 15,88 % | 16,16 % | 17,56 % | 38 |

| Ratios / Année | 2019 | 2020 | 2021 | Ratio strate |
|------------------------------------|---------|---------|---------|--------------|
| 9 - DRF+ Capital de la dette / RRF | 89,8 % | 91,69 % | 93,89 % | 90 |
| 10 - Dép d'équipement / RRF | 7,42 % | 2,8 % | 5,5 % | 23 |
| 11 - Encours de la dette /RRF | 40,29 % | 35,64 % | 31,38 % | 56 |

- *DRF = Dépenses réelles de Fonctionnement*
- *RRF = Recettes réelles de Fonctionnement*
- *POP DGF = Population INSEE + Résidences secondaires + Places de caravanes*

Attention, dans le cadre de la comparaison des ratios avec les différentes strates. Cela ne reflète pas forcément la réalité du territoire avec les différences de situation au niveau du territoire national. De plus, le nombre d'habitant de la commune peut se situer sur la limite haute ou basse d'une strate.

1.7 Résultat de l'exercice

| Réalisations de l'exercice | Dépenses | Recettes | Solde d'exécution |
|----------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Section de fonctionnement. | 13 054 008 | 14 019 018 | 965 010 |
| Section d'investissement | 1 243 862 | 2 321 169 | 1 077 307 |
| Total | 14 297 870 | 16 340 187 | 2 042 317 |

2. Les orientations pour 2022

2.1 Les grandes orientations budgétaires et le développement pour 2022

Dans un contexte économique qui prévoit un taux de croissance de 4 % avec une inflation estimée par l'INSEE à 3,2%, la CCSP a la volonté de poursuivre son action autour des 3 grandes ambitions de son projet de territoire à travers la mise en œuvre de projets pour l'année 2022 :

- **Devenir un territoire exemplaire en matière de transition écologique :**
 - Poursuite de la mise en œuvre du schéma cyclable : tronçon crots – savines le lac et la clapière- le pont neuf sur Embrun
 - Poursuite du travail de diagnostic du territoire en vue de l'obtention du label cit'ergie
 - Adoption du schéma de mobilité sur le territoire suite à la concertation mise en place avec la population
 - Reprise de la navette Embrun-Les Orres
 - Lancement du programme éco-défis pour l'accompagnement des entreprises à la transition écologique
 - Aire ce co-voiturage à Savines le Lac
 - Lancement de l'opération d'amélioration de l'habitat dans le cadre du programme « petites villes de demain »
 - Poursuite du programme de travaux GEMAPI
 - Lancement des études en vue de l'adoption du Schéma de Cohérence territoriale de Serre-Ponçon
 - Mise en œuvre des actions de la Charte Forestière

- **Diversifier et innover dans les activités économiques et touristique en valorisant mieux les potentiels du territoire**
 - Poursuite du programme de travaux et d'entretien sur les Zones d'activités
 - Extension et création des Zones d'activités : Grande Ile à Chorges et Entraigues III
 - Mise en œuvre d'un programme de rénovation de la voirie intercommunale
 - Poursuite des études financières et environnementales sur le Projet de Golf 9 trous
 - Début de la phase travaux pour le Bâtiment de l'OTI à CHORGES
 - Mise en œuvre de l'enveloppe complémentaire du programme LEADER pour soutenir les projets économiques
 - Poursuite des actions de préfiguration de la candidature au label Pays d'Art et d'Histoire avec la communauté de communes du Guillestrois Queyras
 - Développement du Plan Avenir Montagne avec le soutien d'un chef de projet dédié
 - Développement des activités de pleine nature : Gravel, Raquettes à neige....

- **Au niveau de la cohésion sociale et du renforcement des services publics :**
 - Programme de travaux sur les Centres de secours d'Embrun et de Châteauroux les alpes

- Signature du Convention Territoriale Globale avec la Caisse d'Allocations familiales pour le soutien financier du Relais petite Enfance
- Mise en œuvre de la carte unique permettant la circulation des documents dans le cadre du réseau de médiathèque
- Transfert du pôle ADS au sein du bâtiment de la DGFIP à Embrun
- Renforcement des actions de la Maison France services et du CISPD
- Soutien aux personnes âgées du territoire

2.2 Les recettes de fonctionnement

Elles sont estimées à **15 809 000 €** toutes recettes confondues dont excédent de fonctionnement reporté.

Les recettes **réelles** sont estimées à **14 538 000 €** (hors opérations d'ordre) et progressent de **2.6 %**

2.2.1 Excédent de Fonctionnement reporté

Compte tenu du résultat de l'exercice 2021, il devrait se situer autour de **1 057 000 €**.

2.2.2 Atténuation de charges

Ce chapitre comprend les remboursements du personnel mutualisé avec les budgets de l'EPCI, mais également avec la commune d'Embrun et de la Régie d'Embrun. Il comprend également le remboursement des maladies des agents par notre assurance statutaire et la CPAM pour les agents contractuels.

Ce chapitre devrait être en augmentation, avec la reprise du centre aquatique sur l'année complète et un poste en réflexion de création sur le service assainissement.

Il est estimé à **1 170 000 €**

2.2.3 Produits des services

Ce chapitre comprend principalement les remboursements de frais entre les budgets de l'EPCI, les ventes de carte VTT et les visites guidées du service PAH. Il devrait rester stable par rapport à 2021.

Il est estimé à **137 000 €**.

2.2.4 Impôts et taxes

Montant du chapitre estimé : **11 200 000 €**

Le budget 2022 prévoit une stabilité des taux d'imposition.

Les bases vont être revalorisées pour 2022 à hauteur de 3,4 % pour les locaux d'habitation et les locaux industriels. C'est l'indice des prix à la consommation harmonisé du mois de novembre, qui sert de calcul à cette revalorisation. Un niveau jamais vu depuis 1994, où le coefficient d'actualisation était fixé par la loi des finances.

Les montants estimés ci-dessous sont estimés avec une revalorisation des bases de +3 %.

| Impôts | 2020 | 2021 | 2022 |
|----------------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Produit CFE | 2 432 890 € | 1 887 986 € | 1 887 986 € |
| Autres impôts économiques (CVAE TASCOM IFER) | 1 360 514 € | 1 400 875 € | 1 404 774 € |
| Produit TFB | 512 514 € | 530 732 € | 569 596 € |
| Produit TFNB et TAFNB | 93 035 € | 96 832 € | 98 281 € |
| Produit TH | 2 536 717 € | 1 146 252 € | 1 127 534 € |
| Fraction TVA (suite réforme TH) | - € | 1 552 529 € | 1 552 529 € |
| Taxe GEMAPI | 516 204 € | 467 803 € | 467 803 € |
| Total | 7 451 874 € | 7 083 009 € | 7 108 503 € |

Nb : depuis 2021, réforme sur les locaux industriels : compensation par une dotation pour la taxe GEMAPI (46 558 €) et la CFE (615 382 €)

Les impôts sont estimés à **7 108 000 €**

La taxe de séjour est estimée à **540 000 €**

La TEOM est estimée à **3 215 000 €**

Les attributions de compensation reçues sont estimées à **340 000 €**. Sont concernés les communes d'Embrun, des Orres, de Crévoux et de Châteauroux les Alpes.

2.2.5 Dotations subventions et participations

Montant estimé du chapitre : **2 006 000 €**

Ce chapitre comprend :

- La DGF : montant prévisible identique à 2021 : **739 000 €**
- Les compensations liées aux réformes successives de la fiscalité : montant prévisible identique à 2021 : **698 000 €**
- Les subventions et participations de nos programmes pour leur fonctionnement Natura 2000, RPE, France Services, Charte Forestière, PITER, Postes financés petites villes de demain coordonnateur médiathèque, : **569 000 €**

Récapitulatif des recettes de fonctionnement 2022 :

| Recettes | BP 2020 | BP 2021 | BP 2022 |
|------------------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|
| 002 Excédent fonctionnement reporté | 1 099 499 € | 208 909 € | 1 057 000 € |
| 013 Atténuation de charges (rembt charges personnel) | 1 023 000 € | 1 060 000 € | 1 170 000 € |
| Produits des services | 131 500 € | 131 500 € | 137 000 € |
| Dotations subventions et participations | 1 616 369 € | 1 678 100 € | 2 006 000 € |
| Impôts et taxes | 10 776 481 € | 11 252 200 € | 11 204 000 |
| Autres produits (loyers) | 16 000 € | 13 000 € | 13 000 € |
| Amortissement subventions | 40 000 € | 157 000 € | 222 000 € |
| Total | 14 702 849 € | 14 533 709 € | 15 809 000 € |

2.3 Les dépenses de fonctionnement

Elles sont estimées à **15 809 000 €** toutes dépenses confondues.

Les dépenses **réelles** sont estimées à **13 896 000 €** (hors opérations d'ordre, virement à la section d'investissement et dépenses imprévues) et progressent de **3.3 %**

2.3.1 Charges à caractère général

Montant estimé du chapitre : **4 727 000 €** contre 4 567 000 € au BP 2021

Les charges à caractère général sont impactées par 3 facteurs :

- Les prestations de service mobilité (compensées par les attributions de compensations pour le transfert des navettes existantes avant le transfert)
- L'augmentation de la TEOM suite à la revalorisation des bases
- Montée en puissance des dépenses de fonctionnement GEMAPI
- Poursuite du programme PITER (ralenti en raison de la crise sanitaire en 2020 et 2021)

2.3.2 Charges de personnel

Montant estimé du chapitre : **2 896 000 €** contre 2 401 000 € au BP 2021

Les augmentations concernent :

- Les dépenses de personnel du centre aquatique sur 12 mois d'activité (contrairement au BP 2021)
- Les créations de postes compensées par des subventions ou participations :
 - o Poste (Avenir Montagne financement 100 %)
 - o Poste Technicien GEMAPI (poste financé par la taxe GEMAPI)
 - o 2 postes chargés de mission LEADER (financement 100 %)
 - o 4 postes service PAH sur une année complète (arrivés en septembre 2021)
 - o Poste service PAH éducatif (prise en charge 50 % par com com guillestrois queyras)
 - o Poste géomaticienne sur une année complète (arrivée en septembre 2021)
 - o Poste conseiller numérique sur une année complète (arrivée en septembre 2021) (financement 100 %)
 - o Poste chargé de mission SCOT (possibilité d'un financement type VTA : 15 000 €/an)
- Postes liés par des activités croissantes :
 - o Instructeur ADS
 - o Renfort service RH (contrat PEC pris en charge à raison de 40 % qui résulte de la mutualisation des services RH avec le smictom)
 - o Réflexion sur un poste au service assainissement 0,9 ETP
 - o Chargé de mission accompagnement de personnes âgées (0.5 ETP)

2.3.3 Les charges de gestion courante

Montant estimé du chapitre : **2 738 000 €** contre 2 701 000 € au BP 2021

Points explicatifs de ce chapitre :

- En 2022, inscription dans ce chapitre les redevances pour logiciels hébergés (en 2021 en section investissement) : 21 500 €
- Pas de changement pour les frais de missions des élus
- Inscription des 2% de formation obligatoires des élus pour 2021 non utilisés et pour 2022 : 4 000 €
- Contributions service incendie : 738 494 € (pris en charge par 50 % par les communes) contre 716 538 € en 2021
- Contributions aux organismes de regroupement : SMIAGD pour 10 224 € et SMADESEP pour 215 000 € (non définitif à ce jour). Fin des participations PAYS Sud et SCOT.
- Subventions aux associations : montant de l'enveloppe identique à 2019 année avant la crise sanitaire : 383 000 €
- Subvention à l'Office du tourisme : montant estimé 820 000 €
- Subvention au Budget du Centre Aquatique : 380 000 € contre 410 000 € en 2021

2.3.4 Les charges financières

Montant estimé du chapitre : **80 000 €** contre 96 000 € au BP 2021

2.3.5 Charges exceptionnelles

Montant estimé du chapitre : **1 500 €** contre 10 000 € au BP 2021

2.3.6 Dotations aux amortissements

Montant estimé du chapitre : **749 000 €** contre 500 000 au BP 2021

Ce chapitre comprend le rattrapage de la dotation aux amortissements du centre aquatique de l'année 2021. Compte tenu d'articles à modifier, la trésorerie nous avait conseillé de ne pas imputer cet amortissement sur le compte administratif 2021, mais de régulariser ce montant sur l'exercice 2022, pour ne pas décaler cet amortissement.

2.3.7 Les atténuations de produits

Montant estimé du chapitre : **3 454 000 €** contre 3 531 000 € au BP 2021

Ce chapitre comprend :

- Les attributions de compensation : Estimation de 2 040 000 € dans l'attente de la validation de la CLECT des montants définitifs suite au transfert de la compétence mobilité.
- Reversement sur FNGIR : montant identique à 2021 : 1 346 932 €
- Reversement sur FPIC : montant estimé identique à 2021 : 68 000 €

2.4 L'endettement de l'EPCI

2.4.1 L'évolution de l'encours de dette

Pour l'exercice 2022, elle disposera d'un encours de dette de **4 391 580 €**.

| Année | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---------------------------------|------------------|--------------------|------------------|------------------|
| Emprunt Contracté | 125 000 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| Intérêt de la dette | 85 674 € | 96 636 € | 67 865 € | 60 000 € |
| Rembours capital emprunts | 362 451 € | 344 427 € | 334 195 € | 340 000 € |
| Rembours prêt relais | 804 506 € | 1 161 989 € | | |
| Annuité sans prêt relais | 448 126 € | 1 603 052 € | 402 060 € | 400 000 € |
| Encours de dette | 4 808 680 € | 4 390 491 € | 4 727 072 € | 4 391 580 € |

2.4.2 La structure de la dette

Aucun emprunt n'est dans la catégorie des prêts structurés ou sensibles.

| Type d'emprunt | Nombre emprunt | Capital restant dû |
|------------------------------------------|----------------|--------------------|
| Emprunt à taux fixe | 9 | 2 656 049 € |
| Emprunt à taux variable | 1 | 293 655 € |
| Emprunt avec un taux indexé sur livret A | 3 | 1 441 877 € |
| Total | 13 | 4 391 581 € |

2.4.3 Ratios sur l'endettement

On constate une très nette amélioration des ratios sur l'endettement depuis 2019.

| Ratios / Année | 2019 | 2020 | 2021 | Ratio strate |
|----------------------------------------------------------|---------|---------|---------|--------------|
| Dette / hab. | 368,65 | 281,39 | 261,42 | 191 |
| DRF+ Capital de la dette / RRF | 89,8 % | 91,69 % | 93,89 % | 90 |
| Encours de la dette /RRF | 40,29 % | 35,64 % | 31,38 % | 56 |
| Capacité de désendettement (ans) : Encours/Epargne brute | 10.14 | 4.92 | 3.69 | 8 |

La capacité de désendettement constitue le rapport entre l'encours de dette de la collectivité et son épargne brute. Elle représente le nombre d'années que mettrait la collectivité à rembourser sa dette si elle consacrait l'intégralité de son épargne dégagée sur sa section de fonctionnement à cet effet.

Un seuil d'alerte est fixé à 12 ans, durée de vie moyenne d'un investissement avant que celui-ci ne nécessite des travaux de réhabilitation. Si la capacité de désendettement de la collectivité est supérieure à ce seuil, cela veut dire qu'elle devrait de nouveau emprunter pour réhabiliter un équipement sur lequel elle n'a toujours pas fini de rembourser sa dette. Un cercle négatif se formerait alors et porterait sérieusement atteinte à la solvabilité financière de la collectivité, notamment au niveau des établissements de crédit.

Pour information, la capacité de désendettement moyenne d'une commune française se situe aux alentours de **8 années**.

2.4.4 Récapitulatif de l'endettement CCSP tous budgets confondus

| Budget | Encours de la dette au 01/01/2022 | Annuité 2022 |
|------------------------------------------|-----------------------------------|--------------|
| Budget Principal | 4 391 580 € | 400 000 € |
| Budget Zones d'Activités | 447 128 € | 108 000 € |
| Budget Déchets Smictom | 2 349 611 € | 568 000 € |
| Budget Assainissement (dont prêt relais) | 3 009 738 € | 214 000 € |
| Total tous budgets confondus | 10 198 058 € | 1 290 000 € |

2.5 Les dépenses d'investissement

Elles sont estimées à **5 226 000 €** toutes dépenses confondues.

Les dépenses **réelles** sont estimées à **3 263 000 €** (hors opérations d'ordre)

Les investissements sont évalués à hauteur de **2 663 000 €** et se répartissent comme suit :

Les programmes sur la mobilité sont financés à 80 % et notamment dans le cadre du CRTE. Les autres programmes importants sont financés entre 60 et 70 %.

| Programme | Proposition de BP avec RAR | Taux de financement |
|----------------------------------------------------------|----------------------------|---------------------|
| Mobilité | 590 000 € | 80 % acquis |
| <i>Dont Secteur Embrunais</i> | <i>240 000 €</i> | |
| <i>Dont Secteur Savinois</i> | <i>44 000 €</i> | |
| <i>Dont Circuit VTT</i> | <i>48 000 €</i> | |
| <i>Dont Schéma cyclable tronçon crots savines le lac</i> | <i>258 000 €</i> | |
| Aire covoiturage Savines le lac | 133 800 € | 70 % acquis |

| Programme | Proposition de BP avec RAR | Taux de financement |
|------------------------------------------------------|----------------------------|------------------------------------|
| Bâtiment OTI Charges | 877 400 € | 70 % acquis sur enveloppe initiale |
| Centre aquatique reliquat toboggan | 22 500 € | |
| GEMAPI | 370 000 € | 30 à 40 % espérées |
| Travaux ZA et voirie intercommunale | 150 000 € | |
| Etude Golf | 50 000 € | |
| Aire GDV | 3 600 € | |
| Refuge animalier | 1 000 € | |
| Centre de Secours Embrun | 286 500 € | 60 % espérées |
| Centre de Secours Châteauroux les Alpes | 72 800 € | 60 % espérées |
| France Services | 1 000 € | |
| Matériel technique et véhicule | 27 500 € | |
| Déménagement service ADS : travaux et matériel | 60 000 € | |
| Matériel informatique logiciel et matériel de bureau | 16 900 € | |
| TOTAL | 2 663 000 € | |

2.6 Les recettes d'investissement

Les recettes d'investissement sont constituées par le virement de la section de fonctionnement, le FCTVA, les subventions d'investissement et les emprunts.

Elles sont évaluées à hauteur de **5 226 000 €** toutes dépenses confondues.

Les recettes **réelles** sont estimées à **2 440 000 €** (hors opérations d'ordre)

2.6.1 Le virement de la section de fonctionnement

Il est estimé à **1 137 000 €** pour 2022

2.6.2 Le FCTVA

Il est estimé à **384 000 €**

Il s'agit du Fond de compensation de TVA qui est applicable sur les dépenses réalisées dans l'année pour les EPCI. Depuis l'année dernière le FCTVA est automatisé pour le calcul et est fonction de l'imputation comptable de la dépense.

2.6.3 Les subventions d'investissement

Elles sont estimées à **1 523 000 € pour 2022**

Les programmes sur la mobilité sont financés à 80 % et notamment dans le cadre du CRTE. Les autres programmes importants sont financés entre 60 et 70 %.

| Programme | Proposition de BP avec RAR | Taux financement |
|----------------------------------------------------------|----------------------------|------------------------------------|
| Mobilité | 477 800 € | 80 % acquis |
| <i>Dont Secteur Embrunais</i> | <i>160 000 €</i> | |
| <i>Dont Secteur Savinois</i> | <i>23 800 €</i> | |
| <i>Dont Liaison Chanteloube PITER</i> | <i>90 000 €</i> | |
| <i>Dont Circuit VTT</i> | <i>38 000 €</i> | |
| <i>Dont Schéma cyclable tronçon crots savines le lac</i> | <i>166 000 €</i> | |
| Aire covoiturage Savines le lac | 78 000 € | 70 % acquis |
| Bâtiment OTI Chorges | 546 800 € | 70 % acquis sur enveloppe initiale |
| Centre aquatique reliquat | 37 500 € | |
| Bateau PITER | 40 000 € | |
| GEMAPI | 138 000 € | 30 à 40 % espérées |
| Centre de Secours Embrun | 158 200 € | 60 % espérées |
| Centre de Secours Châteauroux les Alpes | 42 400 € | 60 % espérées |

| Programme | Proposition de BP avec RAR | Taux financement |
|---------------------------|----------------------------|------------------|
| Cellier St André d'Embrun | 3 000 € | |
| TOTAL | 1 523 000 € | |

2.6.4 Les emprunts

Pour 2022, le montant des emprunts prévisionnel se situe à hauteur de **320 000 €**. Ils permettraient de financer les investissements prévus comme le bâtiment de l'OTI Chorges, l'aire de covoiturage et les CIS d'Embrun et de Chorges.

2.7 Les besoins de financement pour l'année 2022

Le besoin de financement mesure un besoin dégagé par la section d'investissement, à partir des opérations propres de la collectivité

| Année | 2020 | 2021 | 2022 (estimatif) |
|-------------------------------------------------------|-----------|-------------|------------------|
| Dépenses réelles investissement (hors dette) | 371 381 € | 769 519 € | 3 263 000 € |
| Remboursement de la dette (dont prêts relais en 2020) | 570 263 € | 334 195 € | 340 000 € |
| Dépenses d'ordre | 27 322 € | 24 025 € | 222 000 € |
| Dépenses d'investissement totales | 968 966 € | 1 127 739 € | 3 825 000 € |
| Subventions d'investissement | 521 201 € | 91 137 € | 1 523 000 € |
| FCTVA | 75 112 € | 66 845 € | 384 000 € |
| Recettes d'ordre | 228 886 € | 261 246 € | 749 000 € |
| Emprunt | 0 € | 0 € | 320 000 € |
| Recettes d'investissement totales | 825 199 € | 419 228 € | 2 976 000 € |
| Besoin de financement (= Dépenses – Recettes) | 143 767 € | 708 511 € | 849 000 € |

CONCLUSION

L'année 2021 a permis à la CCSP de structurer son projet de territoire. Elle s'est engagée et a été retenue dans de nombreux dispositifs et plans lui permettant d'optimiser les financements pour les projets de l'intercommunalité mais également des communes : Contrat de Relance et de transition écologique, Espaces Valléens, Petites villes de Demain, Contrat de cohérence territoriale, Plan Avenir Montagnes...

Elle a repris un certain nombre de missions qui étaient auparavant porté par le pays S.U.D. : Pays d'Art et d'Histoire, SIG, LEADER, SCOT.

Par ailleurs, elle s'est dotée de la compétence mobilité sur le territoire considérant que cela représentait un enjeu majeur pour son développement. L'année 2022 sera une phase de concertation et d'études pour définir en fonction des capacités financières les services à mettre en place et à développer.

Le Budget 2022 permettra de consolider les axes prioritaires clairement identifiés : transition écologique, diversification économique et touristique et renforcement des services publics et de la cohésion sociale. Une recherche permanente des subventions permet de maintenir un programme d'investissement ambitieux et un haut niveau de service à la population.

Une gestion rigoureuse a permis de dégager un résultat d'exercice largement positif. Le niveau d'endettement est maîtrisé avec aucun emprunt souscrit sur les deux derniers exercices. Cette situation permet de construire sereinement l'avenir de notre territoire dans l'équilibre entre la préservation des ressources, la qualité de vie des habitants et les ambitions de développement

Rapport d'Orientation Budgétaire

2022

Communauté de Communes de SERRE-PONÇON

Budget Annexe Valorisation Bois Energie

Conseil Communautaire du 28 Février 2022

Table des matières

| | |
|-------------------------------------------------|----------|
| SOMMAIRE | 2 |
| 1. Analyse de l'exercice 2021 | 3 |
| 1.1 Les recettes d'exploitation en 2021 | 3 |
| 1.2 Les dépenses d'exploitation | 3 |
| 1.3 Les recettes d'investissement en 2021 | 4 |
| 1.4 Les dépenses d'investissement en 2021 | 4 |
| 2. Les orientations pour 2022 | 4 |
| 2.1 Les recettes d'exploitation | 4 |
| 2.2 Les dépenses d'exploitation | 4 |
| 2.3 Les recettes d'investissement | 5 |
| 2.4 Les dépenses d'investissement | 5 |

1. Analyse de l'exercice 2021

1.1 Les recettes d'exploitation en 2021

Elles s'élèvent à **529 029 €**

| Année | 2019 | 2020 | 2021 |
|----------------------------------------------|------------------|------------------|------------------|
| Ventes de plaquettes | 347 272 € | 262 264 € | 353 324 € |
| Location toiture panneaux photovoltaïques | 3 640 € | 3 695 € | 3 705 € |
| Opération d'ordre : variation stocks 31/12 N | 180 000 € | 175 000 € | 172 000 € |
| Total Recettes d'exploitation | 530 912 € | 440 959 € | 529 029 € |

1.2 Les dépenses d'exploitation

Les dépenses d'exploitation de 2021 s'élèvent à **501 291 €**

| Année | 2019 | 2020 | 2021 |
|----------------------------------------------|------------------|------------------|------------------|
| Prestations de services | 333 501 € | 248 873 € | 314 480 € |
| Assurances | 2 924 € | 3 074 € | 4 494 € |
| Remboursement frais budget principal | 7 099 € | 7 993 € | 7 317 € |
| Opération d'ordre : variation stocks 01/01 N | 187 000 € | 180 000 € | 175 000 € |
| Total Recettes d'exploitation | 530 525 € | 439 940 € | 501 291 € |

1.3 Les recettes d'investissement en 2021

Elles s'élèvent à **175 000 €**.

| Année | 2019 | 2020 | 2021 |
|------------------------------------|------------------|------------------|------------------|
| Stocks : produits finis 01 01 N | 187 000 € | 180 000 € | 175 000 € |
| TOTAL | 187 000 € | 180 000 € | 175 000 € |

1.4 Les dépenses d'investissement en 2021

Elles s'élèvent à **192 000 €**

| Année | 2019 | 2020 | 2021 |
|--------------------------------------|------------------|------------------|------------------|
| Remboursement avance BP principal | 20 000 € | 20 000 € | 20 000 € |
| Stocks : produits finis 31 12 N | 180 000 € | 175 000 € | 172 000 € |
| TOTAL | 200 000 € | 195 000 € | 192 000 € |

2. Les orientations pour 2022

2.1 Les recettes d'exploitation

Le montant estimé des recettes d'exploitation devrait être similaire à celui de 2022, aux alentours de 530 000 €

2.2 Les dépenses d'exploitation

Le montant estimé des dépenses d'exploitation devrait être similaire à celui de 2022, aux alentours de 502 000 €

2.3 Les recettes d'investissement

Le montant estimé des recettes d'investissement devrait être similaire à celui de 2022, aux alentours de 175 000 €

2.4 Les dépenses d'investissement

Le montant estimé des dépenses d'investissement devrait être similaire à celui de 2022, aux alentours de 192 000 €

Rapport d'Orientation Budgétaire

2022

Communauté de Communes de SERRE-PONÇON

Budget Annexe Zones d'Activités

Conseil Communautaire du 28 Février 2022

Table des matières

| | |
|------------------------------------------------------------|---|
| SOMMAIRE | 2 |
| 1. Analyse de l'exercice 2021 | 3 |
| 1.1 Les recettes d'exploitation en 2021 | 3 |
| 1.2 Les dépenses d'exploitation | 3 |
| 1.3 Les recettes d'investissement en 2021 | 4 |
| 1.4 Les dépenses d'investissement en 2021 | 4 |
| 2. Les orientations pour 2022 | 5 |
| 2.1 Les recettes d'exploitation | 5 |
| 2.2 Les dépenses d'exploitation | 5 |
| 2.3 L'endettement du budget annexe Zones d'activités | 5 |
| 2.3.1 L'évolution de l'encours de dette | 5 |
| 2.3.2 La structure de la dette | 6 |
| 2.4 Les recettes d'investissement | 6 |
| 2.5 Les dépenses d'investissement | 6 |

1. Analyse de l'exercice 2021

1.1 Les recettes d'exploitation en 2021

Elles s'élèvent à **305 990 €**

| Année | 2019 | 2020 | 2021 |
|----------------------------------------|------------------|------------------|------------------|
| Ventes de terrain aménagés | 234 932 € | 86 124 € | 212 807 € |
| Variation de stocks | 138 941 € | 107 316 € | 86 145 € |
| Opération d'ordre Frais et accessoires | 10 320 € | 8 439 € | 7 038 € |
| Total Recettes d'exploitation | 384 193 € | 201 879 € | 305 990 € |

Les ventes de terrains sont les suivants :

- 2 lots sur la Zone de Pralong. C'étaient les derniers lots à vendre de cette zone. Un bilan de cette zone sera établi durant l'année 2022.
- 1 lot sur la Zone d'Entraigues II
- 1 lot sur la Zone de la Grande Ile

1.2 Les dépenses d'exploitation

Les dépenses de fonctionnement de 2021 s'élèvent à **305 918 €**

| Année | 2019 | 2020 | 2021 |
|--------------------|-----------|----------|----------|
| Achat de terrain | 106 979 € | 83 214 € | 73 629 € |
| Achat d'études | 903 € | 0 € | 0 € |
| Achat de travaux | 13 503 € | 11 661 € | 2 132 € |
| Taxe foncière | 7 235 € | 4 001 € | 3 347 € |
| Intérêts d'emprunt | 10 320 € | 8 439 € | 7 038 € |

| Année | 2019 | 2020 | 2021 |
|----------------------------------------|------------------|------------------|------------------|
| Stocks : encours de production | 234 932 € | 85 926 € | 212 735 € |
| Opération d'ordre Frais et accessoires | 10 320 € | 8 439 € | 7 038 € |
| Total dépenses d'exploitation | 384 193 € | 201 680 € | 305 918 € |

On retrouve dans la ligne « achat de terrain », l'achat du terrain de la zone de la Grand 'Ile, acheté à la commune de Chorges et revendu simultanément.

1.3 Les recettes d'investissement en 2021

Elles s'élèvent à **213 131 €**.

| Année | 2019 | 2020 | 2021 |
|---------------------------------------|------------------|-----------------|------------------|
| Excédent de fonctionnement capitalisé | - € | - € | 396 € |
| Stocks : encours de production | 234 932 € | 85 926 € | 212 735 € |
| TOTAL | 234 932 € | 85 926 € | 213 131 € |

1.4 Les dépenses d'investissement en 2021

Elles s'élèvent à **179 426 €**

| Année | 2019 | 2020 | 2021 |
|------------------------------------|------------------|------------------|------------------|
| Remboursement capital emprunt | 93 280 € | 93 280 € | 93 280 € |
| Stocks : travaux en cours terrains | 138 941 € | 107 316 € | 86 146 € |
| TOTAL | 232 221 € | 200 596 € | 179 425 € |

2. Les orientations pour 2022

2.1 Les recettes d'exploitation

Le nombre de lot à vendre est estimé à 416 225 €

- Entraigues II (2 lots) : 105 000 €
- Grand Ile (3 lots) : 212 000 €
- Baie St-Michel (1 lot) : 99 225 €

2.2 Les dépenses d'exploitation

Pour la Zone de la Gde Ile et Baie St-Michel, 4 lots devraient être achetés à la Commune pour être revendus.

2.3 L'endettement du budget annexe Zones d'activités

2.3.1 L'évolution de l'encours de dette

Pour l'exercice 2022, le budget ZA disposera d'un encours de dette de 447 128 €.

| Type d'emprunt | Nombre emprunt | Capital restant dû |
|---------------------|----------------|--------------------|
| Emprunt à taux fixe | 2 | 447 128 € |
| Total | 2 | 447 128 € |

| Année | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|----------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Emprunt Contracté | 0 € | 0 € | 0 € | 0 € |
| Intérêt de la dette | 10 320 € | 8 439 € | 8 260 € | 10 200 € |
| Remboursst capital emprunt | 93 280 € | 93 280 € | 93 280 € | 93 280 € |
| Annuité | 103 600 € | 101 719 € | 101 540 € | 400 000 € |
| Encours de dette | 726 968 € | 633 688 € | 540 408 € | 447 128 € |

2.3.2 La structure de la dette

Aucun emprunt n'est dans la catégorie des prêts structurés ou sensibles.

2.4 Les recettes d'investissement

Seules les opérations de stocks seront intégrées dans cette section d'investissement.

2.5 Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement comprennent le remboursement du capital d'emprunt qui est estimé à **93 280 €**, hors opération d'ordre de stock.

Débat d'Orientation Budgétaire 2022

Budget Annexe de l'Assainissement

Bureau communautaire du 21 février 2022

Conseil communautaire du 28 février 2022

Embrun

Débat d'Orientation Budgétaire 2022

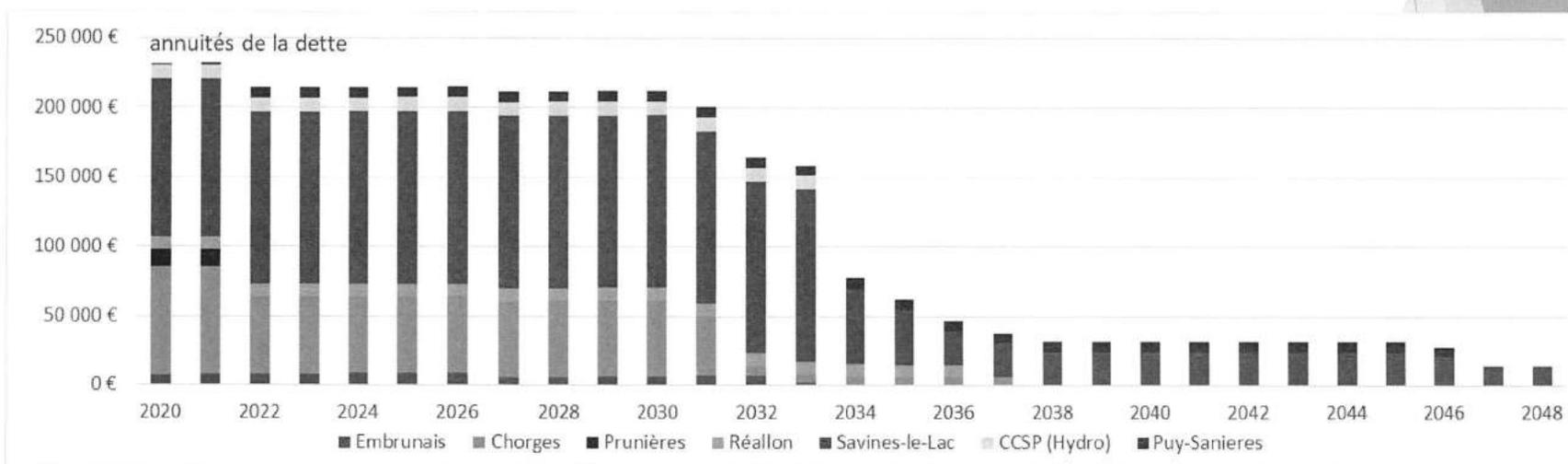
Budget Annexe de l'Assainissement

Sommaire

1. Évolution de l'endettement
2. Stratégie tarifaire & organisationnelle
3. Évolution des assiettes & recettes
4. Programme pluriannuel d'investissements
5. Evolution des dépenses et du besoin de financement
6. Perspectives 2022

1) Évolution de l'endettement

| | 2020 | 2021 | Prévision 2022 |
|----------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|-----------------|
| Capital restant dû | 2 749 k€ | 2 581 k€ | 2 874 k€ |
| Annuité | 227 k€ | 233 k€ | 214 k€ |
| Structure | 3 emprunts à 0 % 9 emprunts à taux fixe 0,97 % à 5,17 % 1 emprunt à taux indexé livret A 1 crédit relais | | |
| Capacité de désendettement | 18,1 ans | 6,0 ans | 7,7 ans |



2) Stratégie tarifaire & organisationnelle

► Tarifs

Poursuite de la convergence tarifaire entérinée en décembre 2020

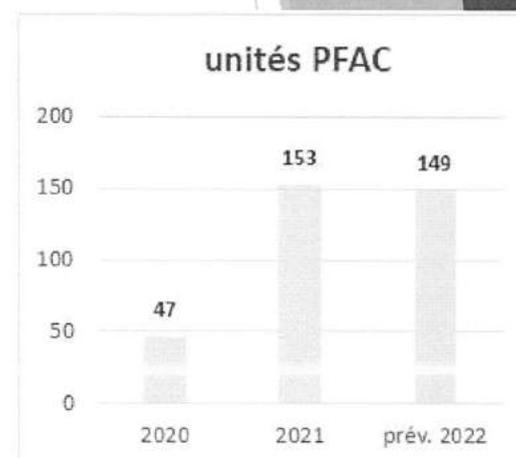
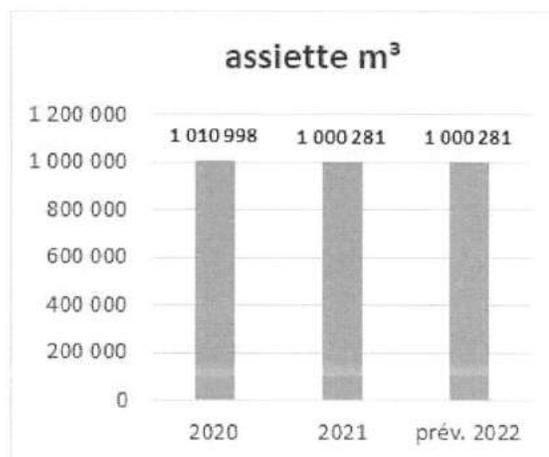
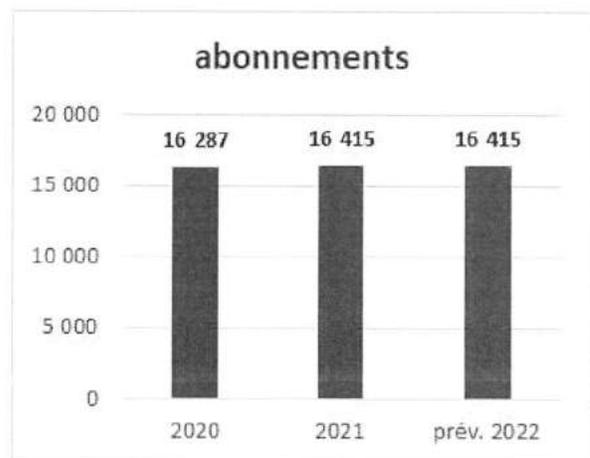
| | 2020 | 2021 | 2022 | Évolution |
|-----------------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|-----------|
| Redevance AC moy. pondérée | 2,15 € HT/m ³ | 2,24 € HT/m ³ | 2,32 € HT/m ³ | + 3,6 % |
| mini - maxi | 0,59 à 2,47 | 0,74 à 2,55 | 0,92 à 2,63 | / |
| PFAC | 2000 € à 3000 € | 2000 € | 2000 € | 0 % |

► Effectifs régie (mutualisation incluse)

| | 2020 | 2021 | 2022 | Évolution prév. |
|-------------------|----------|----------|------------------------|-----------------|
| Nombre ETP | 12,0 ETP | 12,1 ETP | En réflexion + 0,9 ETP | À définir |

3) Évolution des assiettes & recettes

► Assiettes

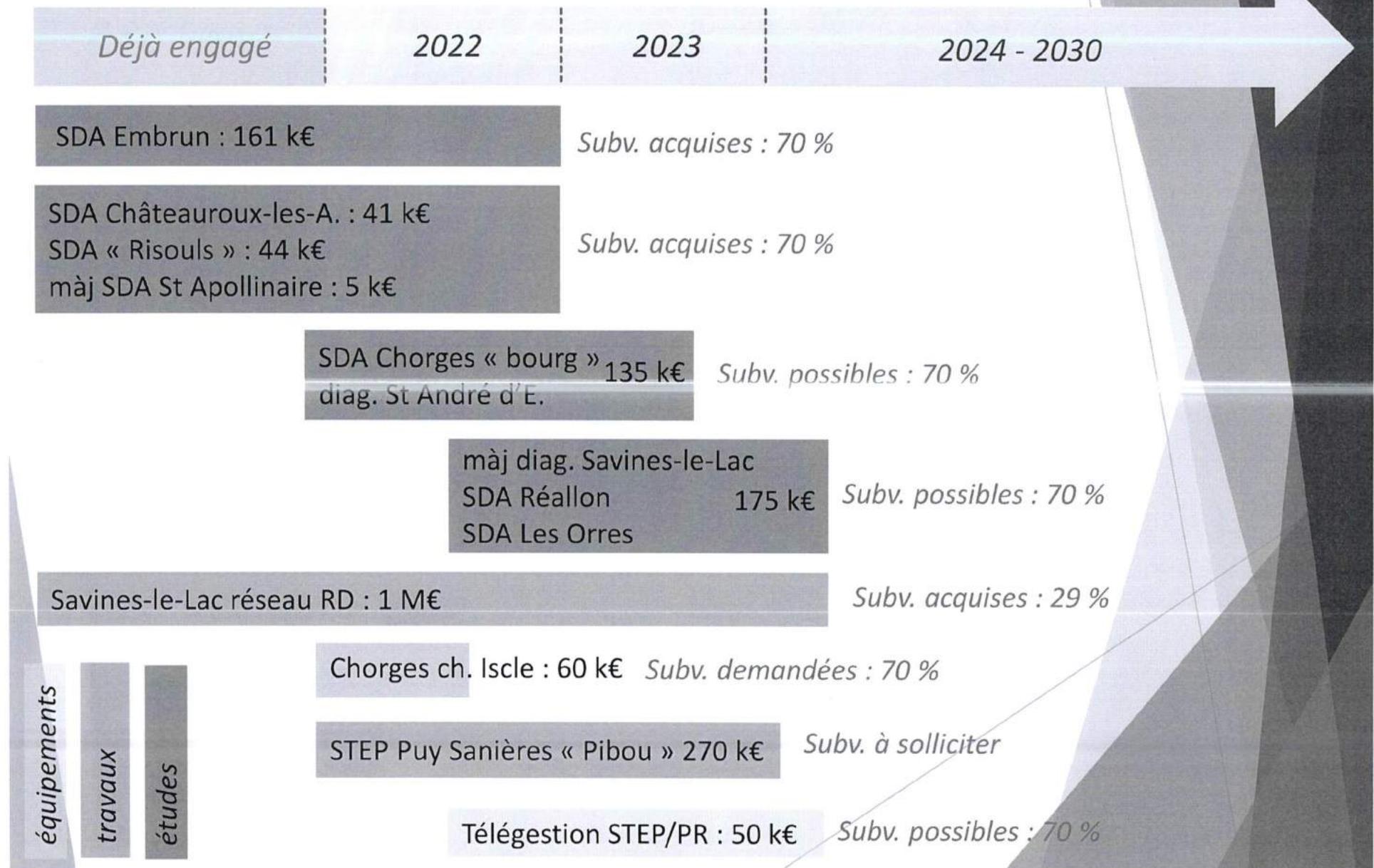


► Recettes

| | 2020 | 2021 | Prévision 2022 | Évolution |
|---------------|--------|--------|----------------|-----------|
| Redevances AC | 906 k€ | 984 k€ | 1 060 k€ | + 8 % |
| PFAC | 98 k€ | 306 k€ | 298 k€ | stable |

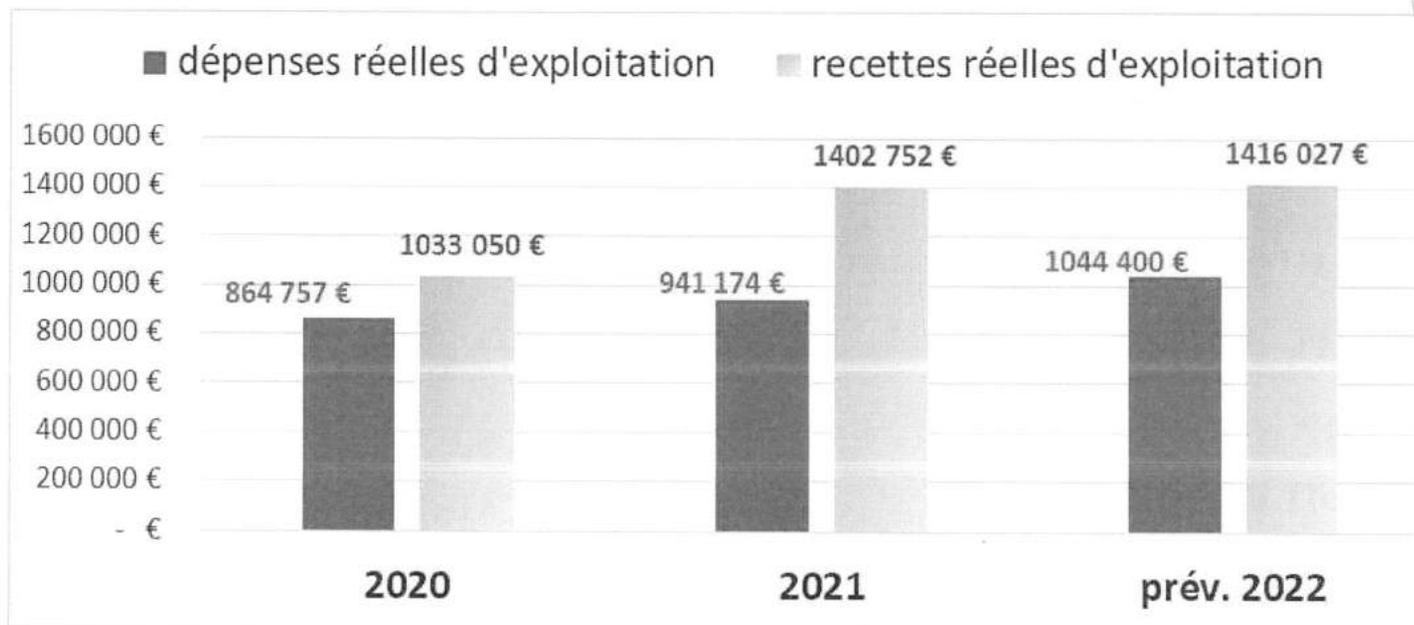
4) Programme pluriannuel d'investissement

Opérations « études & travaux neufs » incluses dans la stratégie tarifaire



5) Évolution des dépenses et du besoin de financement

► Dépenses réelles d'exploitation



► Besoin de financement (investissement)

| | 2020 | 2021 | Prévision 2022 |
|---------------------|-------|--------|----------------|
| Besoin financement | 29 k€ | 305 k€ | 484 k€ |
| Emprunts contractés | 0 k€ | 388 k€ | 200 k€ |

6) Perspectives 2022

Solde de clôture 2020 : 136 k€ ●

+

Solde positif prévisionnel de l'année 2021 : 494 k€ ●

Financera le solde
des RAR 2021

● - 524 k€

Permettra un report sur
BP 2022

≈ + 105 k€ ●

Emprunts 2022

Prévision ≈ 200 k€

● **Équilibre du budget 2022**

Incluant la poursuite du programme
pluriannuel d'investissement

RÉGIE SMICTOM

DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE

JEUDI 17 FÉVRIER 2022 – 16H00

CONSEIL D'EXPLOITATION SMICTOM

EPCI (17 communes) avec 1 commune + 3500 hab

M14 – Voté par nature

Pop. permanente CCSP

- 2020 : 16 951 hab

- 2021 : 17 186 hab



TONNAGES 2020 - 2021

2

| | 2020 | 2021 | Variation |
|-----------------------------------|----------------|-----------------|--------------|
| OM | 5249,42 | 5128,47 | -2,3% |
| <i>SMICTOM- OM</i> | 4026,19 | 3894,35 | -3,3% |
| <i>Charges - OM</i> | 854 | 889,05 | 4,1% |
| STEP | 62,43 | 57,88 | -7,3% |
| DAE | 170,88 | 195,37 | 14,3% |
| <i>Déchets voirie</i> | 135,92 | 91,82 | -32,4% |
| <i>Refus de Tri</i> | 295,33 | 250,56 | -15,2% |
| Tonnages enfouis à Pralong | 5698,87 | 5346,18 | -6,2% |
| Encombrants | 1008,12 | 1106,76 | 9,8% |
| Bi Flux | 1253,00 | 1305,00 | 4,2% |
| Verre | 1006,00 | 1053,00 | 4,7% |
| | | | |
| | | Prix 2021 | |
| Refus de Tri | Evacuation €/T | 135 € | |
| | TGAP €/T | 37 € | |
| | | 43 096 € | |



DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT 2020/2021

| | CA 2020 | CA 2021 | Δ € | Δ % |
|---------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|----------------|-------------|
| Charges à caractère général | 1 965 796 | 2 281 797 | 316 000 | 16 |
| | <i>TGAP +125k, frais CCSP +7k, communication +26k, maintenance ISDND +7k, prestations de service +107k, réparations PL-VL +5k, carburants +18k, Electricité +7k, achat de prestations de service +10k</i> | | | |
| Charges de personnel | 1 196 495 | 1 266 555 | 70 060 | 5,8 |
| | <i>Création des postes agents po et chauffeurs et reprise ISDND + mutualisation personnels RH et finances</i> | | | |
| Amortissements (opération d'ordre) | 568 983 | 645 105 | 76 122 | 13 |
| | <i>Prise en charge transfert de Charges + immobilisation camions</i> | | | |
| Charges financières | 87 909 | 74 575 | - 13 334 | -15 |
| | <i>Emprunts à taux fixe, remboursement capital augmente et intérêts baissent</i> | | | |
| Autres charges | 6 669 | 8 778 | 2 109 | 31 |
| | <i>Recouvrement des impayés, logiciels, indemnisation propriétaires/nuisances ISDND</i> | | | |
| Provisions ISDND | 0 | 96 500 | 96 500 | 100 |
| | <i>Financement des travaux pour réhabilitation post-exploitation de l'ISDND (début 2021 avec durée estimée 6 ans)</i> | | | |
| TOTAL | 3 825 854 | 4 373 311 | 547 457 | 14,3 |



RECETTES DE FONCTIONNEMENT 2020/2021

| | CA 2020 | CA 2021 | Δ € | Δ % |
|--------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|----------------|------------|
| Produits des services et ventes directes | 450 694 | 468 586 | 17 292 | 3,8 |
| | <i>RSEOM +1875, Produits ISDND, Régies de recettes</i> | | | |
| Dotations et participations | 3 040 564 | 3 260 788 | 220 224 | 7,2 |
| | <i>Augmentation taux TEOM de 10,5 à 11,5% → 312 777 mais perte de 28k de subvention Région SUD + budget communautaire 17,8K + ADEME 24K + rattachements 2020</i> | | | |
| Autres produits de gestion courante | 369 541 | 440 809 | 71 268 | 19,3 |
| | <i>Régularisation du soutien CITEO 2018</i> | | | |
| Amortissements des subventions | 210 999 | 209 295 | 1 704 | 0,8 |
| Atténuations de charges & Produits exceptionnels | 51 261 | 38 430 | 12 831 | 25 |
| | <i>Remboursement assurance statutaire et IJ</i> | | | |
| TOTAL | 4 123 058 | 4 417 907 | 294 849 | 7,1 |



BUDGET PREVISIONNEL DEPENSES 2021/2022

| | BP 2021 | BP 2022 | Δ € | Δ % |
|-------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|----------------|-------|
| Charges à caractère général | 2 284 073 | 2 450 000 | 165 927 | 7,3 |
| | <i>TGAP : + 23 K€ (taux 54€ à 58€) + Révisions de prix des marchés 40 K€ + report factures déc. 2021 payées en 2022 : 120K€ dont 66K€ en rattachement</i> | | | |
| Charges de personnel | 1 299 863 | 1 395 000 | 95 137 | 7,3 |
| | <i>Revalorisation grilles cat. C + Technicien compostage 0,50 ETP en PEC: + 5 309 € + 5% d'augmentation prévisible (marge)</i> | | | |
| Amortissements (opération d'ordre) | 690 000 | 690 000 | 0 | 0 |
| | <i>Transfert investissements des articles 23 (travaux) au 21 (réalisation) et transfert prise en charge fusion de Charges</i> | | | |
| Charges financières | 76 850 | 74 000 | - 2 850 | - 3,7 |
| | <i>Achat camion de collecte Fin en déc. 2021 Emprunt travaux hydraulique ISDND</i> | | | |
| Autres charges | 10 700 | 5 000 | - 5 700 | - 53 |
| Provisions ISDND | 96 500 | 0 | - 96 500 | |
| Virement à la section d'investissement | 167 664 | 164 675 | 2 989 | |
| TOTAL | 4 625 650 | 4 778 675 | 153 025 | |



BUDGET PREVISIONNEL RECETTES 2021/2022

| | BP 2021 | BP 2022 | Δ € | Δ % |
|--------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|---------------|------------|
| Résultat d'exploitation reporté 002 | 275 164 | 113 675 | - 161 489 | - 58,7 |
| Produits des services et ventes directes | 467 045 | 470 000 | 2955 | 0,6 |
| | <i>Magasin ressourcerie : 9 000 €</i> | | | |
| Dotations et participations | 3 368 426 | 3 500 000 | 131 574 | 3,9 |
| | <i>TEOM : 2021 Taux à 11,5% / 2022 Taux maintenu mais augmentation de + 3,5 % base confirmé par la Préfecture + subventions de fonctionnement (ressourcerie + projets)</i> | | | |
| Autres produits de gestion courante | 354 530 | 480 000 | 125 470 | 35,4 |
| | <i>Estimation soutien CITEO : 70 000 + 21 500 reprise des filières de recyclage (estimation car fluctuant)</i> | | | |
| Amortissements des subventions | 212 000 | 200 000 | - 12 000 | 5,7 |
| Atténuations de charges & Produits exceptionnels | 26 115 | 15 000 | - 14 115 | 54 |
| | <i>Remboursement sinistres : assurances + IJ</i> | | | |
| TOTAL | 4 703 280 | 4 778 675 | 75 395 | 3,8 |



ELÉMENTS DE COMPARAISON DE LA TARIFICATION

| | 2020 | 2021 | 2022 |
|------------------------|-----------|------------------------------------|------------------------------------|
| Taux TEOM | 10,5 % | 11,5 % <i>Base : 27 017 165</i> | 11,5 % <i>Base : 27 962 765</i> |
| Recettes | 2 809 700 | 3 122 100 | 3 215 718 |
| TEOM moyenne par foyer | 166 € | 181 € | 187 € |

| Exemples 2021 | CA Gap Tallard | CC Buech Devoluy | CC SP Val d'Avance |
|-------------------------------|----------------|------------------|--------------------|
| Mode financement | TEOM | TEOM | REOM |
| Taux | 8,65 % | 14 % | --- |
| Montant moyen perçu par foyer | 171 € | 169,50 € | 190 € |



PROGRAMMES D'INVESTISSEMENTS

8

| STRUCTURE | Réalisé en 2020+2021 | Dépenses 2022 | Recettes 2022 | Calendrier |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|------------------|------------------|-----------------------|
| Bâtiment pôle déchets | 3 193 | 5 746 | 0 | 2022 |
| <i>Changement serveur + 2 PC portable + divers petits travaux bâtiment</i> | | | | |
| Vidéoprotection PAV | | 37 500 | 9 375 | < Nov. 2022 |
| <i>PAV envisagés : Embrun Farandole et place aux Herbes, Châteauroux – Tourrache, Baratier – zone du Liou, Charges Grand Logis</i> | | | | |
| TOTAL | 3 193 | 43 246 | 9 375 | |



PROGRAMMES D'INVESTISSEMENTS

| PREVENTION | Réalisé < 2021 | Dépenses 2022 | Recettes 2022 | Calendrier du programme 2021-2023 | Gain attendu |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|------------------|-------------------------------|--------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Compostage partagé (site de 3 composteurs) | | 72 300 | Communes aux trois projets | 2022 | <i>Réduction des biodéchets dans les OM :</i> <i>Diminution TGAP et Augmentation durée de vie ISDND</i> <i>Réponse aux directives de la loi AGEC</i> <i>Réponse aux attentes des usagers</i> |
| <i>3 communes équipées : Baratier, Puy Sanières, Puy St Eusèbe 10 communes pour 2022 : Chorges, Crots, Le Sauze du Lac, Pontis, Prunières, Réallon, St André d'Embrun, Savines le Lac</i> | | | | | |
| Compostage individuel | | 7 000 | Communes aux trois projets | 2022 | |
| <i>Composteurs distribués à la demande</i> | | | | | |
| Compostage professionnel | | 10 100 | Communes aux trois projets | 2022 | |
| <i>Sites de compostage installés à la demande des professionnels</i> | | | | | |
| TOTAL | 21 337 | 89 400 | 72 206* | | |



PROGRAMMES D'INVESTISSEMENTS 2022

10

| PREVENTION | Réalisé <2021 | Dépenses 2022 | Recettes 2022 | Calendrier | Gain attendu |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|------------------|------------------|-------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Circuit pédagogique + exten. ressourcerie | 8 717 | 172 905 | 89 323 | 2022 | Augmentation des ventes et valorisation du travail effectué |
| <i>Demande d'aide de 28000€ au CD05 +fondation CA pour compenser le surcout</i> | | | | | |
| Biodéchets | 10 380 | 1 480 952 | 994 459* | 2021 -2023 | Réduction des biodéchets dans les OM - ∇TGAP Traitement in situ des déchets verts - 100 000 € dépenses fct. |
| <i>Achat de colonnes « test » pour la collecte Traitement : calendrier plate-forme mutualisée décalé, incompatible avec notre projet collecte : proposition de créer une plate-forme à Pralong</i> | | | | | |
| Espace Valorisation Acquisition foncière | 0 | 0 | 0 | 2022 | ∇ Encombrants, bois, DDS, Gain à chiffrer |
| Espace Valorisation Frais d'étude | 59 448 | 0 | 37 500 | 2022 | |
| « Trions nos énergies » étude communication | 0 | 6 000 | 4 500 | 2022 | Etude sur les moyens de communication (Ventoux-Lozère-Guadeloupe) |
| « Trions nos énergies » étude consigne verre | 0 | 24 000 | 18 000 | 2022 | Etude de faisabilité d'une consigne de verre (Ventoux-Lozère-Guadeloupe) |
| TOTAL | 78 545 | 1 683 857 | 1 143 782 | | * Subventions demandées (Région + ADEME) en attente des arrêtés |



PROGRAMMES D'INVESTISSEMENTS 2022

| RESSOURCERIE | Réalisé 2020+2021 | Dépenses 2022 | Recettes 2022 | Calendrier |
|---------------------------------------------------------------------------------|----------------------|------------------|------------------|------------|
| Bâtiment <i>Aménagements divers</i> | 60 173 | 2 000 | 2 721 | 2022 |
| Parking (extension 80m ²) Plateforme de travail | 0 | 11 360 | | 2022 |
| Equipement <i>Cabine de sablage + divers informatique</i> | 0 | 10 500 | 6 000 | 2022 |
| TOTAL | | | | |
| | 60 173 | 13 360 | 8 721 | 2022 |



PROGRAMMES D'INVESTISSEMENTS

| COLLECTE VALO | Réalisé 2020+2021 | Dépenses 2022 | Recettes 2022 | Calendrier |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|------------------|------------------|------------|
| Déchèteries | 10 472 | 1865 | 0 | 2022 |
| | | | | |
| Régie OM | 634 257 | 364 247 | 330 000 | 2022 |
| <i>Réhabilitation minimale vestiaire chauffeurs + achats vestiaires doubles Benne ouverte 30m³ à filet hydraulique pour la collecte des cartons Camion de collecte</i> | | | | |
| Matériels de précollecte | 239 415 | 69 504 | 24 398 | 2022 |
| <i>Programme de travaux 2022 Maintenance du parc Colonnes pour manifestations – Subvention DTETR</i> | | | | |
| TOTAL | 884 144 | 435 616 | 354 398 | |



PROGRAMMES D'INVESTISSEMENTS

13

| ISDND | Réalisé 2020+2021 | Dépenses 2022 | Recettes 2022 | Calendrier |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|------------------|------------------|-------------|
| Etudes (AMO EODD) | 35 676 | 15 000 | 0 | 2022 |
| Matériels <i>Filets anti-envols (pas fait en 2021)</i> | 582 700 | 0 | 0 | 2022 |
| Vidéo surveillance | 6 388 | 0 | 0 | 2022 |
| Travaux | 122 240 | 35 400 | 0 | 2022 |
| Construction bassin ERI + Réseau Lixiviats + Mise aux normes électricité + tranchée exploitation + mise en conformité extraction bassin Lixiviats | | | | |
| TOTAL | 747 004 | 50 400 | 0 | |



DÉPENSES D'INVESTISSEMENTS, SCÉNARIO I

14

| | BP 2022 |
|----------------------------------------------------------|------------------|
| Solde d'exécution de la section d'investissement reporté | 227 605 |
| Dépenses imprévues | 50 000 |
| Amortissements des subventions | 200 000 |
| Emprunts en cours | 503 000 |
| Immobilisations incorporelles (études) | 148 916 |
| Immobilisations corporelles (achats) | 834 034 |
| Immobilisations en cours (travaux) | 1 332 929 |
| TOTAL | 3 296 484 |



RECETTES D'INVESTISSEMENTS, SCÉNARIO I

15

| | BP 2022 |
|----------------------------------------------------------|------------------|
| Solde d'exécution de la section d'investissement reporté | |
| Virement de la section d'exploitation | 164 675 |
| Amortissements | 690 000 |
| Dotations (FCTVA taux 16,404 % + excédent 2021) | 568 115 |
| Subventions | 1 259 624 |
| Emprunts | 614 070 |
| TOTAL | 3 296 484 |



| Encours de la dette | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|----------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| En milliers d'€ | 2 924 | 2 586 | 3 303 | 2 867 | 2 349 |
| € par habitant | 184 | 161 | 205 | 174 | 142 |
| Annuité de la dette | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
| En milliers d'€ | 486 | 479 | 530 | 599 | 567 |
| € par habitant | 31 | 30 | 33 | 36 | 36 |

Annuité 2021

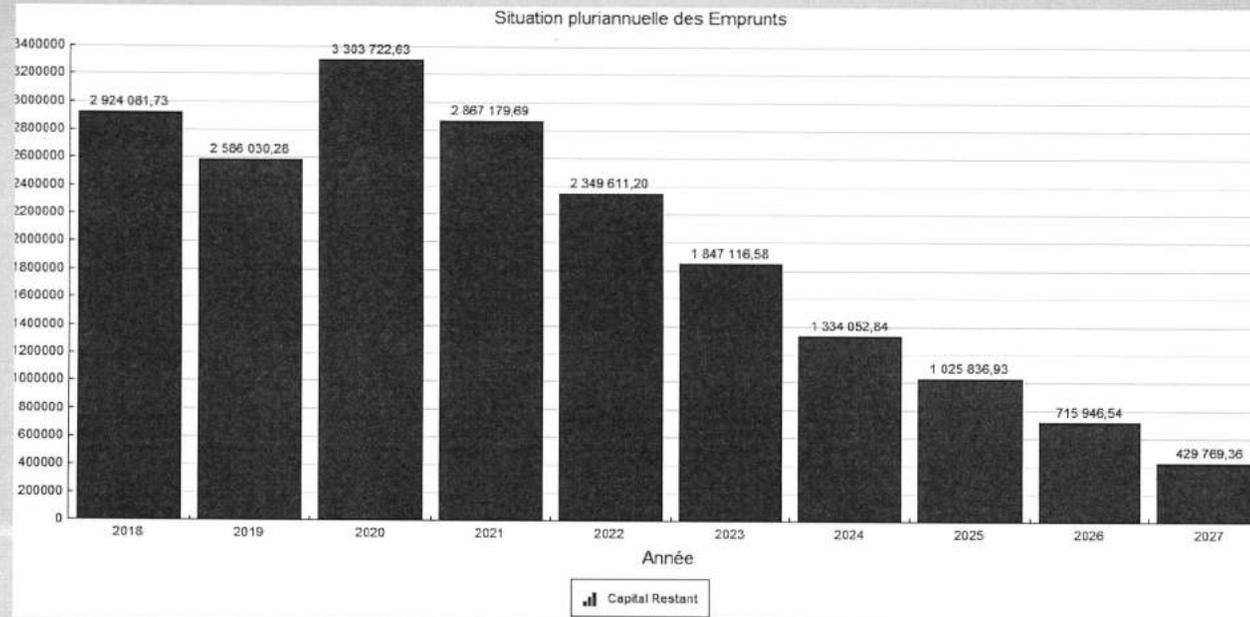
- intérêts 82 250 €
- capital 517 568 €

Structure de la dette : uniquement des emprunts à taux fixe variant de 1 % à 4,85 %



DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE

ENDETTEMENT DE LA REGIE SMICTOM



| Ratios de la dette | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | Moyenne 05 |
|------------------------------------------------------|------|------|------|------|------|------|------------|
| Épargne brute | 520 | 491 | 656 | 480 | 480 | | |
| Ratio capacité de désendettement (ans) | 5,62 | 5,27 | 5,04 | 5,97 | 4,89 | | 5,03 |
| Épargne nette : épargne brute – capital des emprunts | 157 | 119 | 219 | -38 | -22 | | |



- **Subvention Région SUD pour la ressourcerie** (déjà votée au CC du 31/01/22)
 - **Subvention (annuelle) de 20 000 € accordée en 2022**
 - Objectif : Soutenir les structures porteuses d'atelier chantier d'insertion
- **Subvention Département 05 pour la ressourcerie** (déjà votée au CC du 10/12/21)
 - **Subvention (annuelle) de 12 375 € accordée en 2022**
 - Objectif : Favoriser l'accompagnement des bénéficiaires du RSA en chantier d'insertion
- **Bourse SEVE Emploi (projet porté par l'Etat) pour la ressourcerie**
 - **Bourse de 20 000 € accordée en 2022**
 - Objectif : Développer les sorties en emploi durable pour les salariés en CDDI
- **Création poste de technicien de compostage : 0,5 ETP en contrat aidé (PEC)**
 - Soutien temporaire jusqu'à fin 2023 à l'activité de la chargée de prévention Hélène Desort
 - Financement Etat de 30 à 60% du SMIC (jusqu'à 65% si RQTH < 3 ans)





COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
SERRE-PONÇON

CENTRE AQUATIQUE AQUAVIVA

Lundi 21 février 2022
Salle de la manutention

ORDRE DU JOUR

- 1) Présentation du Bilan financier 2021
- 2) Orientation budgétaire 2022

1) Bilan financier 2021 - dépenses de fonctionnement



COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
SERRE-PONÇON

| DEPENSES | BP 2020 | CA 2020 | BP 2021 | CA 2021 | %/ au CA 2020 | %/ au BP2021 |
|-----------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------------------|-------------------------|
| charges à caractère général | 358 570.75€ | 318 660.65€ | 295 000,00€ | 234 209,15€ | -26.50% -84 451,50€ | -20.61% -60 790,85€ |
| charges de personnel | 400 000.00€ | 374 730.57€ | 377 000,00€ | 337 574,80€ | -9.92% -37 155,77€ | -10.46% -39 425,20€ |
| Sous total | 758 570.75€ | 693 391,22€ | 672 000,00€ | 571 783,95€ | -17.54% -121 607,27€ | -14.91% -100 216,05€ |
| Investissements | 5 000.00€ | 9 342.10€ | 5 000,00€ | 4 717,40€ | -98,03% -4 624,70€ | -5,65% -282,60€ |
| TOTAL | 763 570.75€ | 702 733.32€ | 677 000,00€ | 576 501,35€ | -17.96% -126 231.97€ | -14.84% -100 498,65€ |



1) Bilan financier 2021 - recettes de fonctionnement

| RECETTES | BP 2020 | CA 2020 212 jours d'ouverture | BP 2021 | CA 2021 197 jours d'ouverture | DELTA | %/ au CA 2020 |
|-------------------------|--------------|-------------------------------------|--------------|-------------------------------------|-------------|------------------|
| Produits des ventes* | 237 000.00 € | 192 453.35 € | 222 000.00 € | 163 323.69 € | -29 129.66€ | -15.14% |

- Entrées publiques / location des bassins (groupes) / Gaz (chauffage gymnase) / FCTVA / absorption déficit inv. reporté / assurances dommages ouvrages / divers

1) Bilan financier 2021

► DEPENSES d'INVESTISSEMENT 2021

| BUDGET | 5 000,00€ |
|-----------------------------------------------------------|-------------------|
| Matériels pédagogiques | 589,00€ |
| 2 Fauteuils de douche pour personne en situation handicap | 1 177,72€ |
| Surchloreur | 1 282,40€ |
| Matériels activités | 1 682,28€ |
| MONTANT RÉALISÉ | 4 717,40 € |



1) Bilan financier 2021 / résultat de l'exercice

| COMPTE ADMINISTRATIF 2021 | MONTANT RÉALISÉ |
|----------------------------------------------|-----------------|
| Dépenses de fonctionnement | 571 783,95€ |
| Dépenses d'investissement | 4 717,40€ |
| Dépenses globales | 576 501,35€ |
| Recettes de fonctionnement | 163 323,69€ |
| Recettes d'investissement | 3 902,00€ |
| Recettes globales | 167 225,69€ |
| Déficit d'exploitation | -408 460,26€ |
| Attribution de compensation commune d'Embrun | 178 496.00 € |
| Participation du budget principal CCSP | 229 964.26€ |



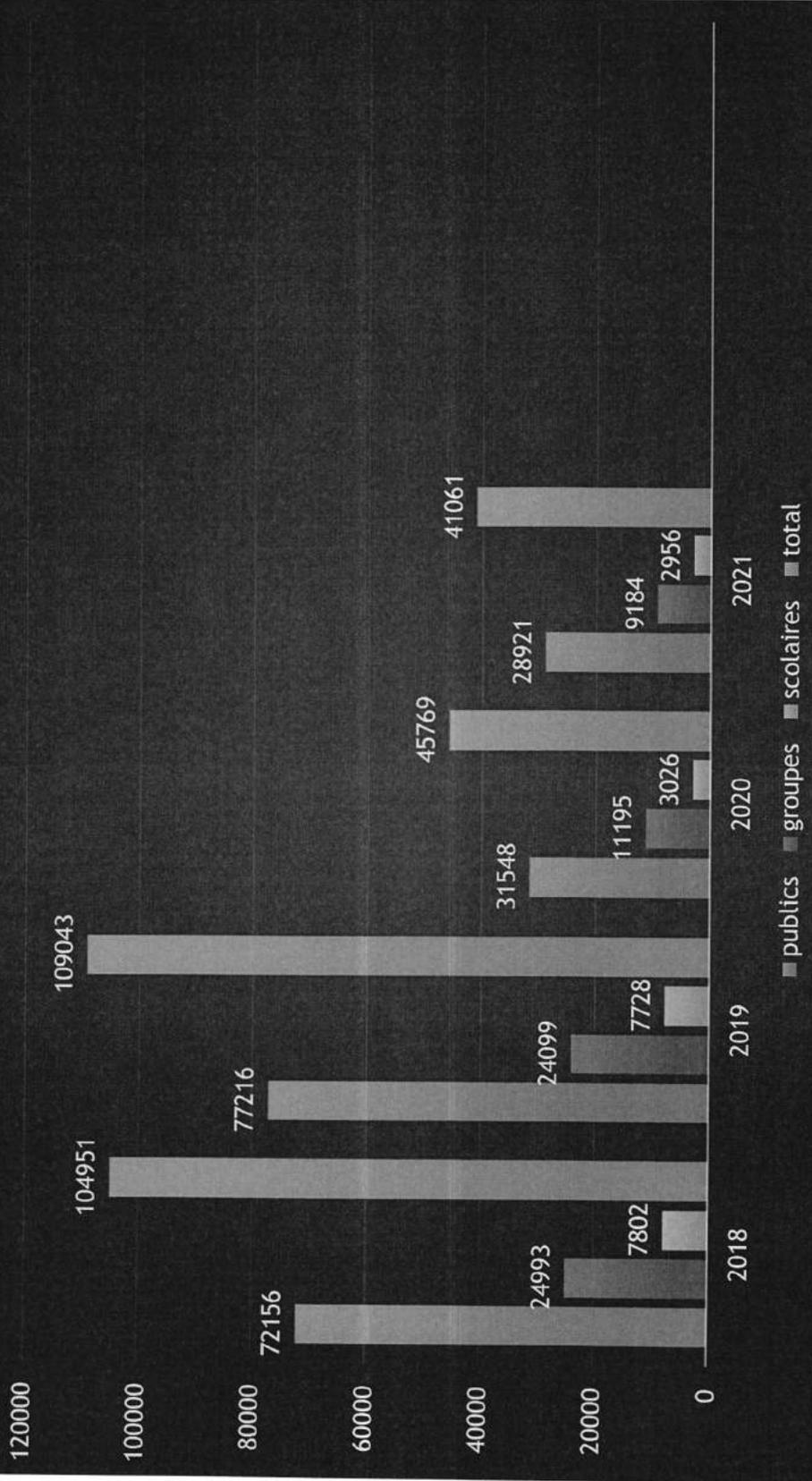
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
SERRE-PONÇON

2) RAPPORT D'ACTIVITE 2021

Fréquentations 2021

| FREQUENTATIONS | 2018 | 2019 | 2020 212 jours d'ouverture | 2021 197 jours d'ouverture | Delta 2020/2021 | % / 2020 |
|-----------------------------|---------|---------|-------------------------------|----------------------------------|--------------------|----------|
| ENTREES PUBLIQUES | 72 156 | 77 216 | 31 548 | 28 921 | -2 627 | -8,33% |
| ENTREES CLUBS ET GROUPES | 24 993 | 24 099 | 11 195 | 9 184 | -2 011 | -17,96% |
| SCOLAIRES | 7 802 | 7 728 | 3 026 | 2 956 | -70 | -2,31% |
| SOUS TOTAL | 32 795 | 31 827 | 14 221 | 12 140 | -2 081 | -14,63% |
| TOTAL | 104 951 | 109 043 | 45 769 | 41 061 | -4 708 | -10,29% |

FREQUENTATIONS CENTRE AQUATIQUE AQUAVIVA



2) ORIENTATION BUDGETAIRE 2022

► dépenses et recettes d'exploitation



| | BP 2019 | CA 2019 | BP 2020 | CA 2020 | BP 2021 | CA 2021 | BP 2022 |
|-----------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-------------|--------------|
| CHARGES A CARACTERE GENERAL | 330 000,00 € | 325 315.57 € | 355 000,00 € | 318 660.65 € | 295 000,00 € | 234 209,15€ | 313 500,00 € |
| CHARGES DE PERSONNEL | 385 000,00 € | 384 772.96 € | 400 000,00 € | 374 730,57 € | 377 000,00 € | 337 574,80€ | 410 000,00 € |
| DEPENSES D'EXPLOITATION | 715 000,00 € | 710 088.53 € | 755 000,00 € | 693 391.22 € | 672 000,00 € | 571 783,95€ | 723 500,00 € |
| RECETTES D'EXPLOITATION | 365 000,00 € | 371 994.44 € | 405 000,00€ | 192 453.75 € | 222 000,00 € | 163 323.69€ | 343 500,00 € |
| DEFICIT | 350 000,00 € | 338 094.09 € | 350 000,00 € | 510 279.57 € | 450 000,00 € | 408 460.26€ | 380 000,00 € |

3) ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2022

► Les dépenses d'investissement

| BUDGET PRÉVISIONNEL 2022 | |
|----------------------------------------|-------------------|
| Matériels pédagogiques scolaires | 900.00 € |
| Nettoyeur haute pression professionnel | 850,00 € |
| Fraise à neige | 2 500,00 € |
| Lave linge / aspirateur sans fil | 750,00 € |
| DEPENSES TOTALES | 5 000,00 € |



Merci de votre attention



6, Impasse de l'Observatoire

05200 EMBRUN

Tel : 04.92.43.22.78

Site web : <http://www.ccserreponcon.com>